



Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques  
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale  
Mission des études, de l'observation et des statistiques

# Panorama Statistique

Jeunesse  
Sports  
Cohésion Sociale

Les régions françaises • 2016

Le **PANORAMA STATISTIQUE, JEUNESSE, SPORTS, COHESION SOCIALE** est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio culturelle et l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du Ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/indicateurs-localises/article/le-panorama-statistique-jeunesse-sports-cohesion-sociale> ▶

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/historique.htm> ▶

<b>DÉMOGRAPHIE</b>	<b>3</b>
Données générales	4
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5
<b>IMMIGRATION, PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION</b>	<b>7</b>
Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11
Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12
<b>HANDICAP, DÉPENDANCE</b>	<b>13</b>
Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
<b>COHÉSION SOCIALE</b>	<b>15</b>
Politique de la ville en 2013	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociales Départementale au 31 Déc. 2015	17
<b>LOGEMENT, HÉBERGEMENT</b>	<b>18</b>
Parc des logements et statut d'occupation	19
Recours au droit au logement (DALO)	19
Logement, hébergement	20
<b>JEUNESSE</b>	<b>21</b>
Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	22
Scolarité, formation, activité	23
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	24
<b>ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE</b>	<b>25</b>
Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	27
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement	28
Accueils collectifs de mineurs avec hébergement	30
Accueil des enfants d'âge préscolaire	31
<b>SPORT - DIPLÔMES DÉLIVRÉS</b>	<b>32</b>
Fédérations sportives	33
Équipements sportifs, sports de haut niveau, pôles sportifs	34
Formation aux professions sociales	35
Formation aux professions de santé	36
Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport	37
Activité, emploi associatif et sport	38
<b>SIGLES</b>	<b>39</b>
<b>ADRESSES UTILES</b>	<b>40</b>

Sources : INSEE, DREES

## Pour en savoir plus :

### Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent le socle commun d'un système d'information partagé entre échelons nationaux et départementaux dans les principaux domaines de l'action sociale départementale. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (20 indicateurs parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Protection de l'enfance en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes handicapées** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés... ;
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail devenus aujourd'hui le Réseau des indicateurs sociaux départementaux, piloté par l'ADF, la DREES, l'INSEE et l'ODAS et constitué également de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (ANDASS, CCMSA, CNAF, CNSA, ONED). Enfin, d'autres partenaires collaborent avec le réseau en fournissant des données : la CNAV, la CNAMTS, la DEPP, la DARES...

### Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

### Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

### Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

### Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

### Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/les-indicateurs-sociaux-departementaux> ▶

<http://www.insee.fr/fr/statistiques/2382915> ▶



## Données générales

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Superficie en km <sup>2</sup>	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	<b>543 963</b>	1 705	1 100	83 534	2 503	374
Population au 1er janvier 2013 (Recensement de population)	7 757 595	2 819 783	3 258 707	2 570 548	320 208	5 552 388	5 987 883	11 959 807	3 328 364	5 844 177	5 683 878	3 668 852	4 953 675	<b>63 697 865</b>	402 119	385 551	244 118	835 103	nd
Population au 1er janvier 2015 (Estimation de population)	7 815 009	2 820 304	3 276 395	2 576 196	323 521	5 555 914	5 996 792	12 014 814	3 331 599	5 873 871	5 737 640	3 688 401	4 971 622	<b>63 982 078</b>	401 337	381 999	249 282	839 334	nd
Population étrangère au 1er janvier 2013 (Recensement de population)	475 843	121 064	72 699	113 319	29 212	323 966	205 691	1 573 350	88 345	241 290	305 905	87 261	327 622	<b>3 965 567</b>	nd	7 180	nd	nd	nd
Projection de la population en 2040 (1)	8 899 000	2 995 000	3 873 000	2 807 000	350 000	5 721 000	6 190 000	12 766 000	3 520 000	6 752 000	6 886 000	4 391 000	5 588 000	<b>70 738 000</b>	404 000	423 000	574 000	1 061 000	nd
Taux de croissance annuel moyen 2008-2013 en %	0,8	0,1	0,7	0,3	1,1	0,1	0,2	0,5	0,2	0,6	1,0	0,8	0,3	<b>0,5</b>	0,0	-0,6	2,2	0,7	nd
dont dû au solde migratoire	0,3	0,0	0,5	0,1	1,1	-0,2	-0,3	-0,4	-0,1	0,6	0,8	0,4	0,0	<b>0,1</b>	-0,6	-1,1	-0,2	-0,6	nd
Densité au 1/01/2015 (nombre d'habitants par km <sup>2</sup> )	112	59	120	66	37	97	189	1 000	111	70	79	115	158	<b>118</b>	235	347	3	335	nd
Naissances domiciliées 2014 définitives	96 343	30 214	34 987	29 012	2 987	62 326	78 508	182 719	37 628	58 647	62 581	43 671	59 656	<b>779 279</b>	5 002	4 367	6 591	14 095	nd
Décès domiciliés 2014 définitifs	62 978	27 698	31 889	24 707	3 047	48 965	52 467	70 506	31 289	59 563	53 998	31 120	46 802	<b>545 029</b>	3 290	3 319	786	4 355	nd
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2013 (2)	85,1	67,6	71,0	73,9	61,3	80,1	89,1	99,8	75,8	70,0	73,8	75,6	91,0	<b>82,8</b>	92,7	83,0	50,4	87,6	nd
Part des familles monoparentales en 2013 en %	13,5	12,8	11,9	12,4	18,4	13,8	15,5	17,6	13,1	13,4	15,1	10,9	16,9	<b>14,5</b>	39,1	40,9	39,1	29,8	nd
Taux d'activité de la population en 2013 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en % ) (2)	74,3	73,3	72,5	74,1	70,1	72,6	70,2	76,0	72,5	72,9	71,9	74,6	71,4	<b>73,3</b>	69,3	70,7	61,9	69,2	nd

(1) selon le scénario central

(2) Indicateurs sociaux départementaux - présentation du zonage en aires urbaines

Codes indiquant la catégorie de la commune au sein du découpage en aires urbaines : 111, 112, 120, 211, 212, 221, 222, 300, 400

Sources : INSEE

## Indicateurs démographiques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Taux de natalité en 2014 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	12,3	10,7	10,7	11,3	9,2	11,2	13,1	15,2	11,3	10,0	10,9	11,8	12,0	<b>12,2</b>	12,5	11,4	26,4	16,8	nd
Taux de mortalité en 2014 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	8,0	9,8	9,7	9,6	9,4	8,8	8,7	5,9	9,4	10,1	9,4	8,4	9,4	<b>8,5</b>	8,2	8,7	3,1	5,2	nd
Taux mortalité infantile - Décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 enfants nés vivants en 2012-2013-2014) (1)	3,3	3,7	3,3	3,6	2,8	3,4	3,4	3,7	3,3	3,2	3,1	2,9	3,0	<b>3,4</b>	8,8	6,6	8,6	7,1	nd
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2015 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans	74,6	90,2	85,3	86,4	104,3	77,5	61,9	54,1	79,0	99,5	92,0	74,2	93,3	<b>76,4</b>	61,4	75,5	11,6	32,5	4,8
<b>Espérance de vie à la naissance en 2014 (1)</b>																			
Hommes	80,1	78,7	78,3	79,1	79,9	78,6	76,9	80,8	78,0	79,4	79,7	79,5	79,7	<b>79,3</b>	76,1	78,1	76,7	77,1	74,7
Femmes	85,8	85,0	85,0	85,4	85,4	84,6	83,6	85,9	84,5	85,4	85,6	85,9	85,5	<b>85,4</b>	83,4	83,9	83,1	83,7	77,9
<b>Espérance de vie à 65 ans en 2014 (1)</b>																			
Hommes	19,5	19,0	19,0	19,1	19,5	18,6	17,8	20,1	18,8	19,4	19,7	19,5	19,6	<b>19,3</b>	18,5	18,9	18,0	17,9	15,7
Femmes	23,4	23,0	22,8	23,3	22,9	22,5	21,9	23,6	22,8	23,3	23,4	23,5	23,2	<b>23,3</b>	22,5	22,3	22,4	21,8	17,3

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; INSEE, ELP 2015, données RP 2013

## Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2015 - Hommes

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
0 - 4 ans	245 518	80 688	94 979	76 655	8 393	162 692	200 451	426 866	100 750	156 288	161 384	117 230	144 948	<b>1 976 842</b>	11 696	10 120	14 518	31 323	nd
5 - 9 ans	252 319	86 673	103 090	81 246	8 770	170 189	205 629	405 533	106 300	168 687	169 302	124 576	145 277	<b>2 027 591</b>	14 236	11 938	14 943	34 991	nd
10 - 14 ans	249 192	87 940	105 783	82 223	8 849	172 086	207 070	386 062	109 217	175 122	173 090	124 190	147 974	<b>2 028 798</b>	15 399	13 282	13 690	36 268	nd
15 - 19 ans	241 235	83 455	100 111	76 184	8 358	169 829	197 337	366 964	104 442	167 570	170 390	114 505	146 472	<b>1 946 852</b>	14 278	12 553	11 143	33 313	nd
20 - 24 ans	235 864	77 170	92 107	67 987	8 933	172 058	188 088	398 149	93 746	156 208	164 285	105 155	139 905	<b>1 899 655</b>	10 477	10 043	8 918	28 263	nd
25 - 54 ans	1 517 148	525 275	615 109	474 635	63 164	1 085 828	1 161 451	2 497 621	619 411	1 079 418	1 064 633	697 859	912 246	<b>12 313 798</b>	68 197	65 066	47 221	163 583	nd
55 - 59 ans	235 129	92 830	105 841	84 234	10 568	185 262	185 253	334 460	109 786	193 252	178 950	113 971	151 109	<b>1 980 645</b>	12 796	13 175	4 862	23 945	nd
60 - 64 ans	227 840	94 340	104 451	84 072	10 524	175 106	175 448	296 683	107 857	196 467	181 794	112 008	149 375	<b>1 915 965</b>	10 934	10 892	3 630	18 837	nd
65 - 74 ans	333 376	134 460	146 958	118 788	16 636	231 825	219 694	397 616	143 030	285 969	272 534	154 528	242 500	<b>2 697 914</b>	15 887	16 031	3 773	22 581	nd
75 - 84 ans	199 407	83 115	93 850	76 549	10 308	143 213	127 588	221 838	88 580	187 152	174 321	98 579	148 328	<b>1 652 828</b>	8 280	9 764	1 352	10 213	nd
85 ans et +	68 858	29 318	30 924	28 250	3 264	42 651	40 118	75 302	29 796	68 761	63 918	35 398	53 293	<b>569 851</b>	3 003	3 246	363	2 301	nd
<b>Ensemble</b>	<b>3 805 886</b>	<b>1 375 264</b>	<b>1 593 203</b>	<b>1 250 823</b>	<b>157 767</b>	<b>2 710 739</b>	<b>2 908 127</b>	<b>5 807 094</b>	<b>1 612 915</b>	<b>2 834 894</b>	<b>2 774 601</b>	<b>1 797 999</b>	<b>2 381 427</b>	<b>31 010 739</b>	<b>185 183</b>	<b>176 110</b>	<b>124 413</b>	<b>405 618</b>	<b>nd</b>
Moins de 6 ans	295 874	97 803	115 291	92 935	10 181	196 866	241 729	509 642	121 891	189 668	194 881	142 080	174 202	<b>2 383 043</b>	14 307	12 545	17 498	38 371	nd
Enfants de 6 à 16 ans	549 181	191 742	229 563	178 922	19 325	376 446	451 239	856 158	237 140	379 337	377 741	270 783	322 911	<b>4 440 488</b>	33 084	28 128	30 488	78 196	nd
Jeunes de 16 à 25 ans	474 074	158 718	189 184	141 814	17 358	341 880	382 193	776 497	195 168	320 400	332 272	216 153	283 793	<b>3 829 504</b>	23 532	21 724	19 187	59 567	nd
Population de 26 à 64 ans	1 934 082	697 126	807 763	629 497	82 411	1 411 946	1 485 016	3 042 486	818 849	1 437 828	1 393 487	903 860	1 185 616	<b>15 829 967</b>	90 164	87 390	54 061	201 380	nd
Population de 65 ans et plus	601 641	246 893	271 732	223 587	30 208	417 689	387 400	694 756	261 406	541 882	510 773	288 505	444 121	<b>4 920 593</b>	27 170	29 041	5 488	35 095	nd
Population de 75 ans et plus	268 265	112 433	124 774	104 799	13 572	185 864	167 706	297 140	118 376	255 913	238 239	133 977	201 621	<b>2 222 679</b>	11 283	13 010	1 715	12 514	nd
Population de 80 ans et plus	154 569	65 214	71 019	61 686	7 643	103 117	94 921	170 326	67 684	151 525	141 733	77 651	117 887	<b>1 284 975</b>	6 130	6 986	906	5 971	nd

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2015)

## Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2015 - Femmes

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
0 - 4 ans	235 410	76 625	91 034	73 503	7 818	155 328	192 135	406 888	96 240	148 969	153 589	111 539	136 302	<b>1 885 380</b>	11 473	9 886	13 931	30 585	nd
5 - 9 ans	239 714	81 858	99 100	77 590	7 925	162 696	196 483	389 153	100 727	160 126	160 557	119 005	139 245	<b>1 934 179</b>	13 860	11 751	13 987	33 192	nd
10 - 14 ans	237 087	83 278	100 716	78 327	8 391	163 015	196 962	369 838	103 822	165 910	164 631	119 089	140 799	<b>1 931 865</b>	15 009	12 907	13 287	34 500	nd
15 - 19 ans	229 054	77 752	94 013	71 406	7 697	159 924	187 339	360 277	99 398	159 328	161 787	110 449	139 115	<b>1 857 539</b>	14 010	11 891	10 693	31 938	nd
20 - 24 ans	230 145	72 029	85 795	65 333	8 577	163 040	183 586	415 500	90 848	152 540	161 218	98 311	135 555	<b>1 862 477</b>	10 061	9 401	8 923	28 907	nd
25 - 54 ans	1 532 385	525 504	608 081	484 881	65 532	1 091 980	1 179 300	2 617 940	632 181	1 104 805	1 098 567	699 613	965 432	<b>12 606 201</b>	87 289	83 304	49 477	182 635	nd
55 - 59 ans	248 477	97 503	109 008	87 627	10 695	193 916	197 683	363 607	115 108	206 415	191 464	118 306	166 589	<b>2 106 398</b>	14 867	14 779	4 807	24 926	nd
60 - 64 ans	245 739	99 279	112 064	89 694	10 939	184 317	191 269	329 638	114 980	213 539	195 530	121 300	167 374	<b>2 075 662</b>	13 207	13 340	3 503	20 037	nd
65 - 74 ans	372 121	147 329	168 486	131 886	18 102	256 991	256 165	454 082	163 378	321 450	306 356	174 823	278 739	<b>3 049 908</b>	18 991	18 950	3 733	25 636	nd
75 - 84 ans	283 499	118 040	140 584	105 649	13 324	210 067	206 437	326 222	132 572	256 430	234 866	140 136	205 565	<b>2 373 391</b>	11 494	13 248	1 767	15 103	nd
85 ans et +	155 492	65 843	74 311	59 477	6 754	103 901	101 306	174 575	69 430	149 465	134 474	77 831	115 480	<b>1 288 339</b>	5 893	6 432	761	6 257	nd
<b>Ensemble</b>	<b>4 009 123</b>	<b>1 445 040</b>	<b>1 683 192</b>	<b>1 325 373</b>	<b>165 754</b>	<b>2 845 175</b>	<b>3 088 665</b>	<b>6 207 720</b>	<b>1 718 684</b>	<b>3 038 977</b>	<b>2 963 039</b>	<b>1 890 402</b>	<b>2 590 195</b>	<b>32 971 339</b>	<b>216 154</b>	<b>205 889</b>	<b>124 869</b>	<b>433 716</b>	<b>nd</b>
Moins de 6 ans	283 252	92 843	110 773	89 004	9 412	187 911	231 652	486 140	116 225	180 361	185 672	134 967	164 375	<b>2 272 587</b>	14 036	12 123	16 708	37 144	nd
Enfants de 6 à 16 ans	520 861	180 961	218 822	170 419	17 858	357 303	430 098	823 408	225 372	358 998	358 176	259 994	307 590	<b>4 229 860</b>	32 371	27 474	29 196	74 594	nd
Jeunes de 16 à 25 ans	458 848	148 637	176 984	134 966	16 457	323 677	369 814	796 122	187 971	309 899	322 673	205 770	274 555	<b>3 726 373</b>	22 947	20 734	19 040	59 801	nd
Population de 26 à 64 ans	1 980 661	707 135	812 268	648 503	85 339	1 437 092	1 530 945	3 218 860	843 762	1 494 047	1 453 379	919 150	1 271 792	<b>16 402 933</b>	113 422	109 433	56 008	221 821	nd
Population de 65 ans et plus	811 112	331 212	383 381	297 012	38 180	570 959	563 908	954 879	365 380	727 345	675 696	392 790	599 784	<b>6 711 638</b>	36 378	38 630	6 261	46 996	nd
Population de 75 ans et plus	438 991	183 883	214 895	165 126	20 078	313 968	307 743	500 797	202 002	405 895	369 340	217 967	321 045	<b>3 661 730</b>	17 387	19 680	2 528	21 360	nd
Population de 80 ans et plus	290 970	122 480	140 761	109 679	12 990	202 493	199 041	328 200	132 319	273 397	247 901	144 000	213 092	<b>2 417 323</b>	10 749	12 126	1 461	12 058	nd

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2015)

## Structure par âge de la population

### Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2015 - Ensemble

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
0 - 4 ans	480 928	157 313	186 013	150 158	16 211	318 020	392 586	833 754	196 990	305 257	314 973	228 769	281 250	<b>3 862 222</b>	23 169	20 006	28 449	61 908	nd
5 - 9 ans	492 033	168 531	202 190	158 836	16 695	332 885	402 112	794 686	207 027	328 813	329 859	243 581	284 522	<b>3 961 770</b>	28 096	23 689	28 930	68 183	nd
10 - 14 ans	486 279	171 218	206 499	160 550	17 240	335 101	404 032	755 900	213 039	341 032	337 721	243 279	288 773	<b>3 960 663</b>	30 408	26 189	26 977	70 768	nd
15 - 19 ans	470 289	161 207	194 124	147 590	16 055	329 753	384 676	727 241	203 840	326 898	332 177	224 954	285 587	<b>3 804 391</b>	28 288	24 444	21 836	65 251	nd
20 - 24 ans	466 009	149 199	177 902	133 320	17 510	335 098	371 674	813 649	184 594	308 748	325 503	203 466	275 460	<b>3 762 132</b>	20 538	19 444	17 841	57 170	nd
25 - 54 ans	3 049 533	1 050 779	1 223 190	959 516	128 696	2 177 808	2 340 751	5 115 561	1 251 592	2 184 223	2 163 200	1 397 472	1 877 678	<b>24 919 999</b>	155 486	148 370	96 698	346 218	nd
55 - 59 ans	483 606	190 333	214 849	171 861	21 263	379 178	382 936	698 067	224 894	399 667	370 414	232 277	317 698	<b>4 087 043</b>	27 663	27 954	9 669	48 871	nd
60 - 64 ans	473 579	193 619	216 515	173 766	21 463	359 423	366 717	626 321	222 837	410 006	377 324	233 308	316 749	<b>3 991 627</b>	24 141	24 232	7 133	38 874	nd
65 - 74 ans	705 497	281 789	315 444	250 674	34 738	488 816	475 859	851 698	306 408	607 419	578 890	329 351	521 239	<b>5 747 822</b>	34 878	34 981	7 506	48 217	nd
75 - 84 ans	482 906	201 155	234 434	182 198	23 632	353 280	334 025	548 060	221 152	443 582	409 187	238 715	353 893	<b>4 026 219</b>	19 774	23 012	3 119	25 316	nd
85 ans et +	224 350	95 161	105 235	87 727	10 018	146 552	141 424	249 877	99 226	218 226	198 392	113 229	168 773	<b>1 858 190</b>	8 896	9 678	1 124	8 558	nd
<b>Ensemble</b>	<b>7 815 009</b>	<b>2 820 304</b>	<b>3 276 395</b>	<b>2 576 196</b>	<b>323 521</b>	<b>5 555 914</b>	<b>5 996 792</b>	<b>12 014 814</b>	<b>3 331 599</b>	<b>5 873 871</b>	<b>5 737 640</b>	<b>3 688 401</b>	<b>4 971 622</b>	<b>63 982 078</b>	<b>401 337</b>	<b>381 999</b>	<b>249 282</b>	<b>839 334</b>	<b>nd</b>
Moins de 6 ans	579 126	190 646	226 064	181 939	19 593	384 777	473 381	995 782	238 116	370 029	380 553	277 047	338 577	<b>4 655 630</b>	28 343	24 668	34 206	75 515	nd
Enfants de 6 à 16 ans	1 070 042	372 703	448 385	349 341	37 183	733 749	881 337	1 679 566	462 512	738 335	735 917	530 777	630 501	<b>8 670 348</b>	65 455	55 602	59 684	152 790	nd
Jeunes de 16 à 25 ans	932 922	307 355	366 168	276 780	33 815	665 557	752 007	1 572 619	383 139	630 299	654 945	421 923	558 348	<b>7 555 877</b>	46 479	42 458	38 227	119 368	nd
Population de 26 à 64 ans	3 914 743	1 404 261	1 620 031	1 278 000	167 750	2 849 038	3 015 961	6 261 346	1 662 611	2 931 875	2 846 866	1 823 010	2 457 408	<b>32 232 900</b>	203 586	196 823	110 069	423 201	nd
Population de 65 ans et plus	1 412 753	578 105	655 113	520 599	68 388	988 648	951 308	1 649 635	626 786	1 269 227	1 186 469	681 295	1 043 905	<b>11 632 231</b>	63 548	67 671	11 749	82 091	nd
Population de 75 ans et plus	707 256	296 316	339 669	269 925	33 650	499 832	475 449	797 937	320 378	661 808	607 579	351 944	522 666	<b>5 884 409</b>	28 670	32 690	4 243	33 874	nd
Population de 80 ans et plus	445 539	187 694	211 780	171 365	20 633	305 610	293 962	498 526	200 003	424 922	389 634	221 651	330 979	<b>3 702 298</b>	16 879	19 112	2 367	18 029	nd

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2015)

Sources : DREES, INSEE, CNAF, MSA, DARES, DGFIP, CNAV, CCMSA, CAF, Banque de France, Pôle emploi.

## Pour en savoir plus :

### Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le **taux de pauvreté** correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

Une personne est dite pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur à 60% du niveau de vie médian de la population de référence.

L'**intensité de la pauvreté** est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

### Niveau de vie médian

Le niveau de vie médian est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

### Ménage fiscal

Le « ménage fiscal » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

### Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communales, communales et supra-communales.

A partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

### Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

### Chômage au sens du Bureau International du Travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

### Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

### Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (**RSA jeune**). Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le **RSA socle** est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le **RSA socle non majoré** s'est substitué au revenu minimum d'insertion (**RMI**) et le **RSA socle majoré** à l'allocation de parent isolé (**API**).

Le **RSA activité seul**, qui n'est pas à proprement parler un minimum social, est versé aux foyers dont le revenu d'activité est supérieur au montant forfaitaire, mais inférieur au revenu garanti. Il peut également être majoré en cas d'isolement (aux mêmes conditions que pour le RSA socle).

À partir de janvier 2016, la prime d'activité se substitue au RSA activité (et à la prime pour l'emploi).

### Contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi - contrat d'accompagnement dans l'emploi

Depuis le 1er janvier 2010, en France métropolitaine, est entré en vigueur le nouveau contrat unique d'insertion (CUI) créé par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008. Ce contrat est entré en vigueur dans les Dom à partir du 1er janvier 2011.

Le contrat unique d'insertion prend la forme, dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (**CUI-CIE**) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (**CUI-CAE**) dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi..



### Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 suite à la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

### L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

### La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) est une protection complémentaire santé gratuite accordée aux personnes remplissant certaines conditions de résidence et de ressources.

Elle prend en charge le ticket modérateur (part restant habituellement à la charge du patient) et le forfait journalier en cas d'hospitalisation. Elle garantit l'application des tarifs opposables par les médecins conventionnés ; de plus, les dépassements de tarifs pour les lunettes, les prothèses auditives et les appareils dentaires sont également pris en charge dans la limite d'un certain montant. Enfin, elle permet la dispense d'avance de frais lors des consultations chez le médecin, à la pharmacie, pour les médicaments sur prescription, au laboratoire, etc.

### Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/minima2015.pdf>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/minima-sociaux-la-hausse-du-nombre-d-allocataires-s-accelere-en-2012>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-conditions-de-vie-des-beneficiaires-de-minima-sociaux-en-2012-privations-et>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-conditions-de-logement-des-beneficiaires-de-minima-sociaux-en-2012>



## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### Revenus et inégalités de revenus (année 2013)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	20 731	19 882	20 281	20 202	18 731	20 241	18 636	22 379	19 707	19 809	19 277	19 941	19 708	<b>20 185</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,4	3,1	2,9	3,1	3,7	3,4	3,3	4,5	3,1	3,2	3,5	2,8	3,7	<b>3,5</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,5	13,0	10,7	12,5	20,2	14,0	18,2	15,4	13,5	13,5	17,0	10,9	17,3	<b>14,5</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	20,1	21,7	19,7	21,6	28,6	24,8	29,8	19,5	22,6	23,3	27,2	18,1	25,2	<b>22,8</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	8,0	8,0	8,2	7,0	18,8	7,0	9,2	7,3	7,2	10,6	12,5	7,4	10,8	<b>8,9</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	20,3	19,3	18,9	20,1	22,4	20,4	19,9	23,8	19,6	19,9	21,7	18,5	22,9	<b>21,0</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 75 % des revenus au 31/12/2013 (2)	19,9	22,0	19,7	21,7	25,9	24,5	27,8	24,9	23,0	23,9	27,8	18,6	28,3	<b>24,1</b>	55,9	53,2	59,0	50,7	50,1
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 50 % des revenus au 31/12/2013 (2)	27,1	29,3	26,4	28,7	33,4	32,2	35,8	32,2	30,4	31,4	35,8	24,9	36,2	<b>31,5</b>	62,7	61,0	66,3	59,5	52,1

(1) Indicateurs sociaux départementaux - rupture de série : Source FiLoSoFi

(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Sources : DREES ; INSEE, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFiP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA ; CAF, données au 31/12/2013

## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### Revenus et inégalités de revenus (année 2013)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Nombre total de ménages fiscaux	3 267 582	1 215 629	1 407 647	1 100 768	121 727	2 297 839	2 389 058	4 816 160	1 394 207	2 554 608	2 457 989	1 535 857	2 179 755	<b>26 738 826</b>	nd	235 489	nd	nd	nd
Part des ménages fiscaux imposés ( en %)	58,8	57,3	56,2	58,5	51,8	56,3	52,1	69,0	56,1	54,7	52,6	56,0	57,0	<b>58,2</b>	nd	33,3	nd	nd	nd
Revenu salarial annuel moyen	21 184	19 881	19 644	20 907	19 625	20 642	20 749	27 144	20 671	20 117	20 441	20 167	21 029	<b>22 009</b>	23 305	23 094	24 337	22 609	nd
Femmes	18 054	17 205	16 923	18 218	17 397	17 627	17 797	23 408	17 781	17 619	17 630	17 253	18 113	<b>18 961</b>	22 047	21 690	23 480	21 203	nd
Hommes	24 213	22 487	22 307	23 550	21 596	23 525	23 366	30 809	23 421	22 630	23 207	23 033	23 877	<b>24 961</b>	24 755	24 748	25 017	23 820	nd
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	37 854	34 950	35 877	37 420	36 801	36 452	37 104	46 992	36 509	36 234	36 817	36 530	39 129	<b>40 549</b>	45 013	45 507	46 066	45 567	nd
Professions intermédiaires	23 865	23 648	23 158	24 418	25 970	24 277	24 165	26 192	24 646	23 830	23 452	23 242	24 280	<b>24 395</b>	28 871	29 042	29 539	28 773	nd
Employés	15 119	14 905	14 498	15 683	15 248	15 150	15 207	17 160	15 180	15 129	14 853	14 991	15 184	<b>15 528</b>	17 854	17 365	18 796	16 768	nd
Ouvriers	17 487	17 079	16 247	17 465	16 175	17 737	17 641	18 417	18 084	16 861	16 573	17 200	17 033	<b>17 424</b>	17 318	17 757	16 058	16 793	nd

Sources : DREES ; Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### Inclusion bancaire (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables</b>																			
<b>Dossiers de surendettement déposés</b>																			
2008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4
2013	24 166	11 296	9 988	10 273	685	20 068	31 102	32 139	15 197	20 973	17 849	11 442	17 834	223 012	287	501	179	1 435	12
2014	25 408	11 837	10 435	10 573	692	20 740	31 930	32 691	15 815	21 880	18 220	12 388	18 355	230 964	305	539	194	1 301	11
<b>Dossiers de surendettement jugés recevables</b>																			
2008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1
2013	21 655	9 970	9 005	9 112	562	17 826	27 340	25 948	13 661	18 799	16 127	9 813	15 440	195 258	237	467	165	1 187	10
2014	23 079	10 455	9 666	9 622	589	18 692	28 517	27 981	14 541	19 331	16 436	10 933	15 974	205 816	249	426	189	1 004	9
<b>Part des dossiers de surendettement jugés recevables</b>																			
2008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0
2013	89,6	88,3	90,2	88,7	82,0	88,8	87,9	80,7	89,9	89,6	90,4	85,8	86,6	87,6	82,6	93,2	92,2	82,7	83,3
2014	90,8	88,3	92,6	91,0	85,1	90,1	89,3	85,6	91,9	88,4	90,2	88,3	87,0	89,1	81,6	79,0	97,4	77,2	81,8

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Estimation pour le département du Rhône

Source : Banque de France

## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### Chômage

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Données septembre 2016</b>																			
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (1)	636,0	218,9	267,4	218,8	19,7	464,4	581,0	973,4	290,6	499,6	561,2	318,5	475,9	5 525,5	65,5	52,2	25,5	161,7	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (1)	393,0	129,1	150,2	129,5	14,9	291,8	375,2	673,5	173,0	293,3	357,1	170,5	315,6	3 466,8	57,3	42,8	23,1	137,0	nd
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C) (1)	265,8	95,8	119,1	101,4	6,7	208,1	279,5	416,8	135,5	221,3	244,8	145,8	200,1	2 440,7	36,7	26,8	8,0	86,7	nd
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	51,6	51,5	52,8	51,7	52,8	49,3	48,8	49,4	51,3	53,0	51,4	53,8	50,2	50,9	57,3	57,9	57,6	51,9	nd
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	14,8	15,9	15,9	16,1	13,7	15,1	17,6	10,5	17,5	14,8	14,2	17,2	13,1	14,6	12,1	11,5	14,5	14,1	nd
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	22,8	24,7	22,7	23,8	25,9	24,2	21,6	24,7	22,8	24,3	24,3	22,3	25,2	23,7	28,9	31,0	21,2	24,1	nd
<b>Taux de chômage localisé (4ème trimestre 2015) en % (2)</b>																			
<b>Données 2013-2014</b>	8,9	9,1	8,8	9,6	10,8	10,1	12,4	8,8	10,2	9,6	11,9	8,8	11,4	9,9	nd	18,9	nd	nd	nd
<b>Nombre de demandeurs d'emploi en Zus (3)</b>																			
<b>Catégorie A tous âges</b>																			
Décembre 2013	34 600	14 900	8 500	12 800	300	39 300	55 500	100 400	18 100	20 400	22 900	15 600	40 100	383 400	nd	nd	nd	nd	nd
Décembre 2014	36 300	15 200	8 900	13 200	300	40 600	56 600	105 800	18 500	21 700	24 100	16 600	42 100	399 900	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Catégorie A, B, C tous âges</b>																			
Décembre 2013	48 900	20 600	11 800	17 400	400	51 900	74 000	134 600	24 800	29 000	29 600	22 500	51 700	517 200	nd	nd	nd	nd	nd
Décembre 2014	51 300	21 400	12 400	18 300	400	54 100	76 400	143 000	25 400	31 100	31 300	23 900	54 300	543 300	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en Zus en 2012 (3)</b>																			
Demandeurs d'emploi dans les ZUS (catégorie A, B ou C)	48 605	20 444	11 102	16 528	1 680	50 030	73 341	127 224	23 936	28 198	28 349	20 256	49 656	499 349	nd	nd	nd	nd	nd
Demandeurs d'emploi de longue durée dans les ZUS (catégorie A, B ou C)	19 148	8 189	4 206	6 037	436	19 710	32 545	48 272	9 921	11 129	10 668	7 763	19 476	197 500	nd	nd	nd	nd	nd
Part des demandeurs d'emploi de longue durée parmi les demandeurs d'emploi au sein des ZUS (en %)	39	40	38	37	26	39	44	38	41	40	38	38	39	40	nd	nd	nd	nd	nd

(1) Données exprimées en milliers

(2) Indicateurs sociaux départementaux

(3) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Sources : DREES ; INSEE ; Pôle emploi ; DARES, Statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP, traitement DARES

## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### RSA et Minima sociaux

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2015</b>	<b>223 317</b>	<b>85 717</b>	<b>84 990</b>	<b>82 223</b>	<b>8 900</b>	<b>206 670</b>	<b>310 496</b>	<b>430 134</b>	<b>118 250</b>	<b>203 544</b>	<b>256 094</b>	<b>101 269</b>	<b>214 094</b>	<b>2 325 698</b>	<b>53 639</b>	<b>45 588</b>	<b>25 100</b>	118 225	6 132
<b>Dont :</b>																			
RSA socle seul majoré (1)	16 468	6 464	6 169	6 821	559	16 507	28 627	30 435	10 033	15 096	19 544	8 251	17 250	<b>182 224</b>	6 092	4 699	6 625	15 370	0
RSA socle seul non majoré (1)	113 984	43 890	42 418	41 420	4 919	112 075	171 560	255 126	62 066	102 573	139 222	49 691	120 324	<b>1 259 268</b>	37 438	29 918	14 441	72 616	5 537
RSA socle + activité majoré (1)	2 561	1 090	1 081	1 070	74	2 162	2 846	4 366	1 402	2 414	2 644	1 261	2 179	<b>25 150</b>	350	366	223	902	0
RSA socle + activité non majoré (1)	27 713	9 740	10 576	9 946	963	22 467	29 270	45 787	13 158	26 672	32 394	11 647	25 335	<b>265 668</b>	3 019	3 573	904	9 063	88
RSA activité seule majoré (1)	5 473	2 238	2 503	2 284	151	4 206	5 302	7 462	2 962	4 902	4 728	3 173	3 506	<b>48 890</b>	670	677	484	1 571	0
RSA activité seule non majoré (1)	56 279	21 882	21 886	20 290	2 217	48 533	72 068	86 282	28 175	50 970	56 668	26 705	44 992	<b>536 947</b>	6 048	6 336	2 365	18 614	507
RSA jeune	839	371	357	392	15	720	823	676	454	885	908	584	508	<b>7 532</b>	22	19	12	89	0
Taux de population couverte par le RSA total en % (2) (4)	6,1	6,6	5,2	7,1	5,4	8,1	12,0	7,4	7,7	7,2	9,1	5,8	9,0	<b>7,7</b>	26,9	22,8	29,5	33,2	8,5
<b>Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2014 (3)</b>	<b>44 170</b>	<b>18 300</b>	<b>18 320</b>	<b>17 270</b>	<b>1 800</b>	<b>43 790</b>	<b>52 350</b>	<b>73 980</b>	<b>24 210</b>	<b>37 400</b>	<b>48 210</b>	<b>19 660</b>	<b>36 440</b>	<b>435 900</b>	<b>7 720</b>	<b>7 490</b>	<b>1 220</b>	<b>19 010</b>	<b>10</b>
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4)	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>0,8</b>	3,4	0,0
<b>Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2014</b>	<b>51 820</b>	<b>18 040</b>	<b>20 770</b>	<b>14 750</b>	<b>8 890</b>	<b>31 290</b>	<b>38 360</b>	<b>76 740</b>	<b>19 490</b>	<b>50 130</b>	<b>61 990</b>	<b>20 040</b>	<b>68 100</b>	<b>480 410</b>	<b>20 459</b>	<b>16 459</b>	<b>3 519</b>	<b>25 839</b>	<b>nd</b>
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>9,9</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>3,4</b>	<b>2,3</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>2,2</b>	<b>5,0</b>	<b>3,1</b>	<b>23,3</b>	<b>17,9</b>	<b>18,6</b>	21,4	nd
<b>Bénéficiaires de la couverture maladie complémentaire (CMUC) en 2015</b>																			
Bénéficiaires de la CMU complémentaire	<b>445 146</b>	<b>172 849</b>	<b>146 597</b>	<b>170 974</b>	<b>17 364</b>	<b>391 948</b>	<b>641 110</b>	<b>874 639</b>	<b>238 774</b>	<b>377 777</b>	<b>507 773</b>	<b>197 658</b>	<b>437 973</b>	<b>4 620 582</b>	<b>110 878</b>	<b>97 981</b>	<b>92 634</b>	312 083	nd
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale (4)	5,7	6,1	4,5	6,6	5,3	7,0	10,7	7,2	7,2	6,4	8,8	5,3	8,8	<b>7,2</b>	27,7	25,9	36,4	37,0	nd

(1) Hors RSA jeune

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge

(3) Données semi-définitives

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; CNAMTS ; CCMSA ; CNAF ; INSEE ; Pôle emploi ; RSI ; Fonds CMU



## Immigration - Intégration

### Immigration et origines

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Nombre de personnes immigrées</b>	698 324	181 723	99 667	163 448	32 614	469 324	294 846	2 206 168	129 604	334 473	479 110	124 669	505 787	<b>5 719 757</b>	nd	7 415	nd	nd	nd
<b>Pays de naissance des immigrés</b>																			
Portugal	81 438	26 368	6 911	32 064	7 756	35 190	26 492	242 509	11 136	58 347	43 778	9 808	24 651	<b>606 448</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Italie	60 717	12 426	1 848	3 370	4 069	45 286	14 367	55 457	3 022	9 695	23 113	2 234	52 816	<b>288 420</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Espagne	31 229	6 291	2 158	6 311	657	12 193	6 800	46 278	2 973	33 046	69 989	2 708	24 468	<b>245 101</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays de l'UE (à 27)	67 784	18 500	25 931	14 169	3 577	91 746	48 077	176 413	20 332	75 051	79 437	20 282	66 099	<b>707 398</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays d'Europe	60 585	17 773	5 596	6 142	704	37 930	6 989	77 043	4 498	11 641	16 009	7 038	22 311	<b>274 259</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Algérie	116 058	22 467	5 074	14 620	1 441	57 744	55 801	295 464	18 206	21 398	54 239	10 637	86 606	<b>759 755</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Maroc	<b>61 741</b>	<b>27 750</b>	<b>8 676</b>	<b>26 591</b>	<b>10 605</b>	<b>51 202</b>	<b>56 075</b>	<b>232 836</b>	<b>16 039</b>	<b>40 961</b>	<b>91 617</b>	<b>14 185</b>	<b>70 723</b>	<b>709 001</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	nd	nd
Tunisie	38 467	5 052	2 065	3 910	2 029	8 736	7 230	112 326	4 153	5 122	10 406	4 995	54 105	<b>258 596</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays d'Afrique	<b>56 524</b>	<b>13 756</b>	<b>16 541</b>	<b>26 307</b>	<b>632</b>	<b>34 714</b>	<b>37 013</b>	<b>448 938</b>	<b>25 245</b>	<b>34 058</b>	<b>34 081</b>	<b>26 341</b>	<b>42 436</b>	<b>796 586</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	nd	nd
Turquie	45 929	14 853	5 850	11 161	16	50 951	9 278	69 307	7 949	8 944	7 996	5 722	10 661	<b>248 617</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays	<b>77 852</b>	<b>16 487</b>	<b>19 017</b>	<b>18 803</b>	<b>1 128</b>	<b>43 632</b>	<b>26 724</b>	<b>449 597</b>	<b>16 051</b>	<b>36 210</b>	<b>48 445</b>	<b>20 719</b>	<b>50 911</b>	<b>825 576</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	nd	nd
<b>Part des femmes dans la population immigrée en %</b>	51,4	51,2	50,6	50,4	45,3	51,4	49,7	51,4	49,3	51,7	49,7	50,0	50,4	<b>51,2</b>	nd	nd	nd	nd	nd

Sources : INSEE, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les DOM

## Immigration - Intégration

### Activité et chômage de la population immigrée et étrangère

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Activité de la population âgée de 15 ans et plus</b>																			
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 272 970	1 140 668	1 315 184	1 043 815	126 892	2 276 550	2 282 024	5 402 406	1 330 457	2 337 790	2 202 722	1 520 838	1 905 706	<b>26 158 021</b>	128 804	131 238	63 216	248 032	nd
Immigrés	291 492	68 938	41 059	68 490	14 788	183 614	108 410	1 154 127	50 262	131 663	174 423	50 569	184 911	<b>2 522 746</b>	5 335	3 268	17 714	5 361	nd
Non immigrés	2 981 478	1 071 730	1 274 125	975 325	112 104	2 092 936	2 173 614	4 248 279	1 280 195	2 206 126	2 028 299	1 470 269	1 720 795	<b>23 635 275</b>	123 470	127 970	45 502	242 671	nd
Français	3 104 805	1 104 076	1 290 185	1 005 936	115 150	2 169 996	2 220 417	4 738 122	1 303 287	2 255 992	2 107 603	1 492 574	1 801 407	<b>24 709 550</b>	125 168	129 264	50 143	246 088	nd
Étrangers	<b>168 166</b>	<b>36 593</b>	<b>24 999</b>	<b>37 879</b>	<b>11 742</b>	<b>106 554</b>	<b>61 607</b>	<b>664 284</b>	<b>27 169</b>	<b>81 798</b>	<b>95 119</b>	<b>28 264</b>	<b>104 299</b>	<b>1 448 472</b>	<b>3 637</b>	<b>1 973</b>	<b>13 073</b>	1 944	nd
<b>Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1)</b>																			
Immigrés	<b>21,2</b>	<b>23,7</b>	<b>24,7</b>	<b>23,8</b>	<b>18,4</b>	<b>23,5</b>	<b>26,5</b>	<b>18,5</b>	<b>27,4</b>	<b>23,0</b>	<b>25,8</b>	<b>29,6</b>	<b>25,5</b>	<b>21,7</b>	<b>51,5</b>	<b>42,2</b>	<b>47,9</b>	46,7	nd
Non immigrés	11,6	12,6	11,8	12,3	13,1	13,9	17,5	11,4	14,0	13,1	14,9	11,7	14,4	<b>13,2</b>	29,1	27,3	27,3	37,9	nd
Français	<b>10,8</b>	<b>11,6</b>	<b>10,9</b>	<b>11,6</b>	<b>12,0</b>	<b>12,9</b>	<b>16,0</b>	<b>10,9</b>	<b>12,8</b>	<b>12,0</b>	<b>13,9</b>	<b>10,8</b>	<b>13,6</b>	<b>12,3</b>	<b>27,5</b>	<b>25,8</b>	<b>23,9</b>	35,5	nd
Étrangers	23,3	27,8	27,0	28,0	18,9	25,6	29,7	20,5	31,4	25,1	28,8	33,6	27,8	<b>24,0</b>	57,4	46,6	53,2	53,8	nd

(1) au sens du recensement de la population

Sources : INSEE, RP 2013

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA.

## Pour en savoir plus :

### L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

### La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP). Désormais, l'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

### L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

## Aide complémentaire :

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-ladrees/dossiers-solidarite-et-sante/article/l-allocation-aux-adultes-handicapes-attribuee-dans-lesdepartements>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/le-handicap-et-la-dependance/article/donnees-concernant-la-prestation-de-compensation-du-handicap-pch-et-de-l>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/article/les-enquetes-sur-l-allocation-personnalisee-d-autonomie-apa>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-beneficiaires-de-l-allocation-personnalisee-d-autonomie-a-domicile-et-leurs>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/fiche15-5.pdf>



## Handicap - Dépendance

### Allocataires AAH - APA - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Francche- Compté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2015</b>	116 753	51 424	57 776	39 337	6 740	86 948	112 368	134 703	61 126	109 086	113 943	52 620	84 303	1 027 127	8 578	7 086	2 107	16 916	481
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (1)	2,6	3,3	3,2	2,8	3,6	2,7	3,3	1,9	3,3	3,3	3,5	2,5	3,0	2,8	3,8	3,3	1,6	3,4	0,5
<b>Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2015</b>	165 108	66 232	69 479	51 381	9 407	103 134	113 294	132 216	68 849	141 442	148 576	65 500	98 374	1 232 992	7 737	9 162	813	14 332	nd
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (1)	22,7	22,0	20,0	18,8	26,5	20,1	23,6	16,2	21,3	21,2	24,2	18,3	18,3	20,5	26,0	27,0	18,5	38,7	nd
Bénéficiaires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et + (1)	13,2	12,6	9,1	9,8	23,1	11,3	15,1	9,9	12,9	12,4	15,8	7,4	11,2	11,9	23,6	22,8	13,7	35,5	nd
<b>Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2015</b>	6 067	3 111	1 492	2 214	350	6 210	2 022	13 222	2 315	8 472	10 928	3 265	6 610	66 278	76	188	184	151	nd
<b>Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2015</b>	42 752	18 679	23 732	17 274	652	28 254	42 052	31 712	26 733	45 306	30 404	21 054	19 849	348 452	1 507	949	378	3 343	nd
<b>Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2015</b>	48 819	21 790	25 224	19 488	1 002	34 464	44 074	44 934	29 048	53 778	41 332	24 319	26 459	414 730	1 583	1 137	562	3 494	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

**Sources :** DREES, enquête aide sociale, ISD, ISD, enquêtes DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; estimation DREES, CNAV pour les DOM ; FSV (Fonds solidarité Vieillesse) ; INSEE, estimations de population



Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF, DARES.

## Pour en savoir plus :

### L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge en hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissements, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

### La politique de la ville

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville », caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquelles ils sont situés.

## Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/les-beneficiaires-de-l-aide-sociale-departementale-en-2014> ▶

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/les-depenses-d-aide-sociale-departementale-en-2014> ▶



## Cohésion sociale

### Politique de la ville en 2013

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	80	105	46	128	1 295	16	7	32	49	36
Population légale en quartier prioritaire	411 430	149 803	89 040	157 066	14 277	397 680	667 970	1 546 031	194 425	209 287	358 011	149 835	511 191	4 856 046	58 918	27 316	104 402	163 527	143 581
Population légale des communes	7 757 595	2 819 783	3 258 707	2 570 548	320 208	5 552 388	5 987 883	11 959 807	3 328 364	5 844 177	5 683 878	3 660 852	4 953 675	63 697 865	402 119	385 551	244 118	835 103	212 600
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,3	5,3	2,7	6,1	4,5	7,2	11,2	12,9	5,8	3,6	6,3	4,1	10,3	7,6	14,7	7,1	42,8	19,6	67,5

Sources : INSEE, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les DOM, CGET



## Cohésion sociale

## Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale au 31 décembre 2015

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Aide Sociale aux Personnes Agées (1)</b>	<b>180 778</b>	<b>72 605</b>	<b>75 851</b>	<b>55 464</b>	<b>10 766</b>	<b>112 370</b>	<b>126 922</b>	<b>153 116</b>	<b>76 852</b>	<b>154 282</b>	<b>162 302</b>	<b>73 806</b>	<b>112 124</b>	<b>1 367 238</b>	<b>9 255</b>	<b>11 325</b>	<b>1 198</b>	<b>17 609</b>	nd
Dont Aide à domicile	95 708	37 857	31 583	26 822	8 177	57 750	72 639	80 914	41 659	82 407	96 721	26 573	60 331	719 141	7 024	7 740	601	13 146	nd
Dont Accueil en établissement (2)	14 141	5 885	5 023	3 665	1 348	7 811	12 236	18 357	7 254	10 432	11 360	7 203	11 558	116 273	894	1 458	254	988	nd
<b>Aide Sociale aux Personnes Handicapées</b>	<b>62 807</b>	<b>26 361</b>	<b>27 317</b>	<b>19 483</b>	<b>3 513</b>	<b>44 218</b>	<b>51 238</b>	<b>70 741</b>	<b>25 996</b>	<b>46 713</b>	<b>46 915</b>	<b>28 928</b>	<b>32 014</b>	<b>486 244</b>	<b>3 329</b>	<b>2 760</b>	<b>780</b>	<b>7 844</b>	nd
Dont Aide à domicile (2)	42 743	17 650	18 451	12 785	3 055	30 739	36 417	45 088	17 039	31 141	33 943	19 881	22 679	331 611	2 910	2 527	711	6 171	nd
Dont Accueil en établissement (2)	15 648	6 703	7 434	5 534	351	10 097	10 780	18 227	5 828	12 437	11 189	7 069	6 871	118 168	83	208	13	795	nd
<b>Aide Sociale à l'Enfance (Nombre d'enfants accueillis)</b>	<b>15 876</b>	<b>7 853</b>	<b>8 415</b>	<b>6 089</b>	<b>360</b>	<b>14 658</b>	<b>23 783</b>	<b>25 056</b>	<b>10 387</b>	<b>14 824</b>	<b>13 842</b>	<b>8 100</b>	<b>8 541</b>	<b>157 784</b>	<b>1 304</b>	<b>1 536</b>	<b>648</b>	<b>2 520</b>	nd
Dont Enfants confiés à l'ASE	14 101	7 215	7 904	5 659	305	13 209	21 775	23 200	9 591	12 991	12 618	7 241	7 492	143 301	1 040	1 295	417	2 016	nd
Dont Placements directs	1 775	638	511	430	55	1 449	2 008	1 856	796	1 833	1 224	859	1 049	14 483	264	241	231	504	nd
<b>Total des bénéficiaires de l'aide sociale (hors aide sociale au titre de l'insertion)</b>	<b>259 461</b>	<b>106 819</b>	<b>111 583</b>	<b>81 036</b>	<b>14 639</b>	<b>171 246</b>	<b>201 943</b>	<b>248 913</b>	<b>113 235</b>	<b>215 819</b>	<b>223 059</b>	<b>110 834</b>	<b>152 679</b>	<b>2 011 266</b>	<b>13 888</b>	<b>15 621</b>	<b>2 626</b>	<b>27 973</b>	nd

(1) Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

(2) En «droits ouverts». Il s'agit d'un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Sources : DREES, enquêtes Aide sociale ; Cnaf-CCMSA-Dares

## Cohésion sociale

## Dépenses de l'Aide Sociale Départementale pour l'année 2015

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées	986 737	386 605	397 856	307 205	65 046	605 985	745 828	1 141 795	447 260	850 357	906 365	394 959	668 064	7 904 062	80 146	81 549	14 571	128 198	nd
Dépenses brutes totales d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (1)	712 204	272 923	323 379	226 227	44 051	448 135	520 834	616 343	290 108	629 451	655 799	277 110	423 882	5 440 446	42 781	43 431	6 555	88 800	nd
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (2)	1 011 800	371 381	403 961	330 157	35 208	593 096	774 717	1 318 736	381 427	767 988	758 520	440 306	557 282	7 563 577	30 923	25 625	8 040	95 617	nd
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux familles et à l'Enfance	778 968	323 984	348 814	277 933	16 328	633 917	907 212	1 685 454	415 765	645 613	613 770	375 752	469 468	7 492 978	65 980	54 054	33 346	94 487	nd
Dépenses totales brutes liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental	934 222	361 971	354 194	353 093	41 075	896 309	1 333 370	1 960 349	506 482	861 596	1 149 675	433 139	1 023 792	10 209 267	272 665	217 661	139 862	628 369	nd
Autres dépenses de l'aide sociale - Total brut (3)	362 856	157 593	148 817	107 056	10 686	249 847	349 126	638 029	148 457	280 653	375 585	159 124	295 601	3 283 430	6 897	20 797	9 824	52 818	nd
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel (4)	3 798 301	1 464 767	1 607 185	1 258 929	152 423	2 795 082	3 975 219	6 247 661	1 756 400	3 158 598	3 541 234	1 687 807	2 830 778	34 274 384	448 844	378 170	193 535	992 077	nd
Dépenses nettes d'aide sociale (en euros par habitant) (5)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 125	960	744	1 169	nd

(1) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(3) Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.

(4) Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA et de la TICPE.

(5) Dépenses totales nettes des récupérations et recouvrements, y compris les dépenses de personnel, des services communs et autres interventions

Sources : DREES, Enquêtes aide sociale ; Cnaf-CCMSA-Dares ; INSEE Sources : DREES, Enquêtes aide sociale ; Cnaf-CCMSA-Dares ; INSEE



Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France..

## Pour en savoir plus :

### Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

### Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

- Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme *d'occupation normale*, fondée sur :
  - une pièce de séjour pour le ménage ;
  - une pièce pour chaque personne de référence d'une famille ;
  - une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans ;
  - une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans ;
  - sinon, une pièce par enfant.

À l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

### Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après consultation du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS). Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

### Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

### Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

### Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

### Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, qui prévoit un partenariat formalisé

avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

### Les résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

### Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

### Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

### Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/les-etablissements-d-hebergement-pour-adultes-et-familles-en-difficulte-sociale-10443>

<http://www.logement.gouv.fr>

## Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2013

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Nombre total de logements</b>	<b>4 233 045</b>	<b>1 525 114</b>	<b>1 838 430</b>	<b>1 340 702</b>	<b>232 771</b>	<b>2 743 902</b>	<b>2 769 515</b>	<b>5 566 984</b>	<b>1 750 682</b>	<b>3 337 568</b>	<b>3 375 529</b>	<b>1 913 121</b>	<b>2 947 377</b>	<b>33 574 742</b>	<b>216 935</b>	<b>204 241</b>	<b>77 588</b>	341 857	nd
Part des résidences principales (en %)	80,1	83,1	79,6	84,6	59,7	88,1	89,4	90,6	82,9	79,8	84,5	83,0	75,0	82,8	78,2	80,6	89,5	89,7	nd
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,8	7,6	13,0	6,3	36,6	3,2	3,6	3,2	9,8	11,9	5,9	10,6	17,4	9,5	6,9	4,7	2,3	2,0	nd
Part des logements vacants (en %)	8,2	9,3	7,4	9,1	3,7	8,7	7,1	6,2	7,3	8,3	9,6	6,4	7,6	7,7	14,8	14,7	8,2	8,3	nd
<b>Statut d'occupation des résidences principales</b>																			
Propriétaires (en %)	58,7	62,9	66,3	64,0	54,5	58,7	57,8	47,5	58,1	62,5	59,7	64,3	54,4	57,8	59,7	54,4	44,3	51,8	nd
Locataires (en %)	39,0	34,9	32,3	34,2	39,8	39,0	40,2	49,5	40,3	35,2	37,7	34,5	42,2	39,9	35,6	38,2	48,6	44,3	nd
Logés gratuitement (en %)	2,3	10,7	1,4	1,8	5,7	2,3	2,0	2,9	1,6	2,3	2,7	1,2	3,4	2,3	4,7	7,4	7,1	3,9	nd
<b>Part des logements sur-occupés (en %) (1)</b>	<b>7,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,1</b>	<b>6,2</b>	<b>9,2</b>	<b>6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>21,0</b>	<b>6,4</b>	<b>6,0</b>	<b>7,6</b>	<b>5,7</b>	<b>12,9</b>	<b>9,7</b>	<b>11,3</b>	<b>12,4</b>	<b>36,5</b>	<b>15,2</b>	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : INSEE, Recensements de la Population

## Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2015

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Nombre de recours "logement" reçus</b>	<b>6 402</b>	<b>776</b>	<b>417</b>	<b>643</b>	<b>386</b>	<b>1 341</b>	<b>2 925</b>	<b>49 812</b>	<b>899</b>	<b>2 232</b>	<b>5 056</b>	<b>1 589</b>	<b>12 545</b>	<b>85 023</b>	<b>15</b>	<b>83</b>	<b>346</b>	605	nd
<b>Recours non examinés</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>141</b>	<b>17</b>	<b>46</b>	<b>13</b>	<b>32</b>	<b>55</b>	<b>377</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	nd
<b>Recours "logement" avec décision</b>	<b>6 377</b>	<b>746</b>	<b>416</b>	<b>638</b>	<b>386</b>	<b>1 334</b>	<b>2 920</b>	<b>49 671</b>	<b>882</b>	<b>2 186</b>	<b>5 043</b>	<b>1 557</b>	<b>12 490</b>	<b>84 646</b>	<b>14</b>	<b>83</b>	<b>329</b>	<b>605</b>	nd
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	2 023	365	212	214	151	392	904	14 069	203	766	1 168	438	3 165	24 070	3	18	209	81	nd
Dont rejets (explicites)	3 644	257	115	305	195	668	1 600	33 042	390	1 139	3 455	778	8 680	54 268	5	37	105	352	nd
Dont sans objet	512	72	61	75	23	161	316	1 853	164	147	358	253	518	4 513	6	19	15	171	nd
Dont réorientation recours logement vers hébergement	198	52	28	44	17	113	100	707	125	134	62	88	127	1 795	0	9	0	1	nd
<b>Nombre de recours "hébergement" reçus</b>	<b>1 299</b>	<b>25</b>	<b>72</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>126</b>	<b>235</b>	<b>7 089</b>	<b>120</b>	<b>158</b>	<b>573</b>	<b>162</b>	<b>384</b>	<b>10 291</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	nd
<b>Recours non examinés</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>40</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>92</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	nd
<b>Recours "hébergement" avec décision</b>	<b>1 296</b>	<b>23</b>	<b>72</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>122</b>	<b>195</b>	<b>7 065</b>	<b>119</b>	<b>156</b>	<b>570</b>	<b>158</b>	<b>375</b>	<b>10 199</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	nd
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	605	16	40	20	0	47	67	3 563	67	59	313	56	245	5 098	0	0	0	0	nd
Dont rejets (explicites)	578	7	23	19	0	60	80	3 217	38	78	205	87	103	4 495	0	0	0	11	nd
Dont sans objet	103	0	6	7	0	14	46	249	12	17	52	14	22	542	0	0	0	0	nd
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	198	52	28	44	17	113	100	707	125	134	62	88	127	1 795	0	9	0	1	nd
<b>Nombre de recours reçus</b>	<b>7 701</b>	<b>801</b>	<b>489</b>	<b>691</b>	<b>386</b>	<b>1 467</b>	<b>3 160</b>	<b>56 901</b>	<b>1 019</b>	<b>2 390</b>	<b>5 629</b>	<b>1 751</b>	<b>12 929</b>	<b>95 314</b>	<b>15</b>	<b>83</b>	<b>346</b>	<b>616</b>	nd
<b>Recours non examinés</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>45</b>	<b>165</b>	<b>18</b>	<b>48</b>	<b>16</b>	<b>36</b>	<b>64</b>	<b>469</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	nd
<b>Recours avec décision</b>	<b>7 673</b>	<b>769</b>	<b>488</b>	<b>686</b>	<b>386</b>	<b>1 456</b>	<b>3 115</b>	<b>56 736</b>	<b>1 001</b>	<b>2 342</b>	<b>5 613</b>	<b>1 715</b>	<b>12 865</b>	<b>94 845</b>	<b>14</b>	<b>83</b>	<b>329</b>	<b>616</b>	nd
Dont favorables	2 628	381	252	234	151	439	971	17 632	270	825	1 481	494	3 410	29 168	3	18	209	81	nd
Dont rejets (explicites)	4 222	264	138	324	195	728	1 680	36 259	428	1 217	3 660	865	8 783	58 763	5	37	105	363	nd
Dont sans objet	615	72	67	82	23	175	362	2 102	176	164	410	267	540	5 055	6	19	15	171	nd

Sources : infocentre DALO (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)



## Logement - Hébergement

### Précarité - Logement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Décisions d'expulsions locatives en 2013 (2)</b>																			
Total	13 625	4 433	3 043	4 914	243	10 166	10 864	34 801	5 972	8 304	9 674	4 342	12 715	123 096	1 022	380	33	1 235	nd
Expulsions "fermes"	8 346	2 916	1 938	3 092	137	7 155	5 835	17 027	3 771	5 629	6 582	3 118	8 349	73 895	482	206	23	897	nd
Expulsions "conditionnelles"	5 279	1 517	1 105	1 822	106	3 011	5 029	17 774	2 201	2 675	3 092	1 224	4 366	49 201	540	174	10	338	nd
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,6	10,1	6,6	12,7	4,6	11,0	11,2	14,1	10,3	9,1	10,3	8,1	13,9	11,3	17,3	6,1	1,0	9,4	nd
<b>Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2013 (3)</b>																			
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	7 817	4 068	3 894	3 925	160	7 636	11 517	6 653	5 643	7 450	5 744	4 198	4 196	72 900	61	45	32	290	1
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	nd	nd	43,4	43,1	28,5	nd	nd	25,7	nd	nd	nd	42,8	27,2	37,4	25,4	9,5	19,4	24,2	10,0
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	nd	nd	1,2	1,4	0,8	nd	nd	0,6	nd	nd	nd	1,2	0,7	1,1	0,3	0,1	0,2	0,4	0,0

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

(2) Pour l'Alsace, les données ne sont pas disponibles au niveau départemental, les tribunaux d'instance ayant des compétences à cheval sur les deux départements.

Pour la Bretagne, les données ne sont pas disponibles au niveau départemental pour les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, les tribunaux d'instance ayant des compétences à cheval sur les deux départements.

(3) Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau des DOM ou de la France métropolitaine ; en effet, les ratios sont calculés par la banque de France et nous ne disposons pas des effectifs nécessaires pour les calculer.

Sources : Ministère de la justice/SG/SDSE, Répertoire général civil 2013 ; INSEE, recensement de la population 2013 ; Banque de France, enquête typologique 2013

## Logement - Hébergement

### Lits, places installés au 31 décembre 2015 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Établissements pour adultes et familles en difficulté</b>																			
<b>Hébergement social</b>																			
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 098	1 737	1 133	1 064	178	5 090	4 748	9 880	2 275	2 701	2 417	1 786	3 218	41 325	119	159	120	326	0
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	3 939	2 114	1 053	1 483	0	2 879	1 561	4 070	1 776	1 608	1 963	2 174	1 500	26 120	0	0	0	0	0
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	3 995	2 166	563	1 195	49	3 202	4 705	9 679	1 126	690	1 676	708	991	30 745	28	0	12	418	0
Centres provisoires d'hébergement	146	119	59	90	0	120	102	543	0	60	191	50	56	1 536	0	0	0	0	0
<b>Logement accompagné</b>																			
Maisons relais - Pensions de famille	1 513	718	658	618	30	1 180	1 226	2 640	713	1 370	1 175	686	881	13 408	66	137	43	83	0
Résidences Sociales	16 680	3 230	3 329	2 886	62	6 186	3 284	47 189	3 605	2 101	3 090	5 711	11 448	108 801	0	0	75	0	0
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	3 596	1 580	566	928	259	2 883	1 509	5 265	606	2 408	1 581	1 328	782	23 291	0	160	0	60	0
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	4 697	836	44	1 127	0	6 326	4 476	24 836	724	834	30	216	1 446	45 592	0	0	0	0	0
<b>Nombre de places d'hébergement (2)</b>																			
dont urgences	5 015	1 884	578	1 190	67	3 898	4 858	8 082	1 504	894	1 857	684	1 412	31 923	70	32	12	168	0
dont stabilisation	298	98	49	124	76	729	606	4 421	221	382	351	338	303	7 996	20	34	26	0	0
dont insertion	3 665	1 917	1 069	938	160	3 350	3 989	7 056	1 676	2 098	1 885	1 472	2 404	31 679	81	93	94	435	0
<b>Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans</b>	2,2	2,8	1,0	1,8	1,8	2,8	3,1	3,0	2,0	1,2	1,4	1,4	1,7	2,2	0,8	0,8	1,1	1,3	nd

(1) Non transformés en résidences sociales

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, FINES ; INSEE, RP exploitation complémentaire, ELP 2015 ; DRJSCS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAMTS, MEN-DEPP, DSN, Agence du service civique, DJEPVA, DARES.

## Pour en savoir plus :

### Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

### Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

### Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orienta-

tion) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

### Service civique

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme. Les missions sont indemnisées 573 euros par mois.

### Emplois d'avenir

Les emplois d'avenir constituent une réponse aux difficultés particulières rencontrées par les jeunes peu ou pas qualifiés. Ils ont pour objectif de proposer des solutions d'emploi, de leur ouvrir l'accès à une qualification et à une insertion professionnelle durable. Ces emplois sont principalement créés dans le secteur non marchand pour des activités ayant une utilité sociale avérée.

### Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/97-000-jeunes-en-grande-precarite-beneficient-du-fonds-d-aide-aux-jeunes-en>

<http://www.ofdt.fr>

<http://travail-emploi.gouv.fr/>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/insertion-dans-l-emploi/contrats-aides/article/les-emplois-d-avenir>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-fonds-d-aide-aux-jeunes-en-2015>



## Jeunesse

## Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Classe d'âge- sexe et âge au 1er janvier 2015</b>																			
<b>Garçons</b>																			
Moins de 15 ans	747 029	255 301	303 852	240 124	26 012	504 967	613 150	1 218 461	316 267	500 097	503 776	365 996	438 199	<b>6 033 231</b>	41 331	35 340	43 151	102 582	nd
De 15 à 24 ans	477 099	160 625	192 218	144 171	17 291	341 887	385 425	765 113	198 188	323 778	334 675	219 660	286 377	<b>3 846 507</b>	24 755	22 596	20 061	61 576	nd
Moins de 25 ans	1 224 128	415 926	496 070	384 295	43 303	846 854	998 575	1 983 574	514 455	823 875	838 451	585 656	724 576	<b>9 879 738</b>	66 086	57 936	63 212	164 158	nd
<b>Filles</b>																			
Moins de 15 ans	712 211	241 761	290 850	229 420	24 134	481 039	585 580	1 165 879	300 789	475 005	478 777	349 633	416 346	<b>5 751 424</b>	40 342	34 544	41 205	98 277	nd
De 15 à 24 ans	459 199	149 781	179 808	136 739	16 274	322 964	370 925	775 777	190 246	311 868	323 005	208 760	274 670	<b>3 720 016</b>	24 071	21 292	19 616	60 845	nd
Moins de 25 ans	1 171 410	391 542	470 658	366 159	40 408	804 003	956 505	1 941 656	491 035	786 873	801 782	558 393	691 016	<b>9 471 440</b>	64 413	55 836	60 821	159 122	nd
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	30,7	28,6	29,5	29,1	25,9	29,7	32,6	32,7	30,2	27,4	28,6	31,0	28,5	30,2	32,5	29,8	49,8	38,5	nd
<b>Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2013</b>																			
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	49,4	48,3	43,5	51,1	61,4	54,4	58,6	62,1	51,3	45,0	45,8	44,6	59,2	<b>53,1</b>	77,8	81,0	54,2	72,6	nd
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	34,9	31,1	29,2	33,4	46,1	37,1	40,4	49,3	33,4	30,0	31,0	28,9	44,0	<b>38,0</b>	58,5	59,9	37,0	45,1	nd
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	42,2	39,8	36,5	42,3	53,8	45,7	49,5	55,4	42,5	37,5	38,4	36,9	51,6	<b>45,5</b>	68,2	70,7	45,3	58,5	nd
<b>Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2014</b>																			
<b>Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %</b>																			
<b>Garçons</b>																			
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	nd	nd	39	35	34	nd	nd	26	nd	nd	nd	38	30	<b>33</b>	nd	16	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	24	19	15	nd	nd	10	nd	nd	nd	33	14	<b>18</b>	nd	15	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	15	14	6	nd	nd	12	nd	nd	nd	15	15	<b>13</b>	nd	13	nd	nd	nd
<b>Filles</b>																			
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	nd	nd	34	32	42	nd	nd	27	nd	nd	nd	33	35	<b>32</b>	nd	8	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	10	4	4	nd	nd	10	nd	nd	nd	10	6	<b>7</b>	nd	3	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	6	5	5	nd	nd	5	nd	nd	nd	6	9	<b>6</b>	nd	2	nd	nd	nd
<b>Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2015 (1)</b>	6,2	6,5	6,7	6,1	9,2	6,6	9,6	7,9	7,4	7,3	8,0	5,3	10,6	<b>7,6</b>	17,5	18,8	29,1	16,0	25,9
<b>Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2011-2012-2013) toutes causes confondues</b>																			
Par accident de la circulation	290	142	120	130	27	201	205	242	132	224	229	165	176	<b>2 283</b>	nd	nd	nd	nd	nd
Par suicide	131	72	99	47	2	123	173	181	91	126	135	118	84	<b>1 382</b>	nd	nd	nd	nd	nd

(1) Guadeloupe : non compris le CH de Saint Martin

Sources : DREES, SAE, PMSI ; INSEE, RP2013 exploitation complémentaire, ELP 2015 ; INSERM, CépiDc ; OFDT, enquête ESCAPAD 2015 ; ERASME (CNAM-TS)



## Jeunesse

### Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Scolarité</b>																			
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2015 en % (1)	7,6	10,3	7,0	10,3	7,7	9,5	11,9	7,0	9,9	9,1	7,9	8,1	9,1	8,7	31,4	34,6	48,2	27,7	74,6
Part des jeunes non diplômés au sein de la population des 20-24 ans non inscrite en établissement scolaire en 2013 en % (1)	18,3	19,3	14,2	19,9	25,7	19,4	23,5	21,3	19,6	18,2	20,6	15,2	22,9	19,9	26,0	28,0	54,0	33,4	nd
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2013 en % (1)	45,0	37,3	43,3	38,1	30,7	38,1	37,4	54,1	35,6	39,6	42,7	41,8	40,2	43,3	31,0	34,7	19,4	27,0	nd
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2015-2016)	1,4	1,4	1,1	1,3	1,8	1,2	1,3	1,7	1,1	1,3	1,3	1,1	1,5	1,4	2,1	2,1	8,9	1,0	20,2
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2015-2016 (1)	9,6	10,5	8,7	10,3	11,9	9,7	11,6	9,5	8,9	9,2	10,0	9,6	10,5	9,8	13,5	11,1	23,9	11,7	35,0
<b>Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2014 (2)</b>																			
Ensemble des établissements	nd	nd	84,9	75,7	53,9	nd	nd	63,9	nd	nd	nd	83,4	65,0	71,1	nd	nd	nd	nd	nd
Établissements en ZUS	nd	nd	70,1	49,1	41,5	nd	nd	42,8	nd	nd	nd	64,8	39,7	49,6	nd	nd	nd	nd	nd
Établissements hors ZUS	nd	nd	85,4	77,2	54,7	nd	nd	65,7	nd	nd	nd	84,3	66,7	72,6	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Taux de scolarisation des enfants de deux ans (Rentrée 2015-2016 en %) (2)</b>																			
	11,4	13,2	30,9	8,1	7,7	9,9	25,5	4,0	10,4	9,8	11,0	15,0	6,1	nd	19,5	33,9	4,4	11,0	4,4
<b>Formation, Activité en 2013</b>																			
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	82,1	80,2	84,2	79,7	80,6	81,2	81,1	84,2	80,5	81,3	82,9	81,7	81,1	82,1	87,2	87,7	74,3	79,9	nd
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,6	10,5	8,9	11,0	9,0	9,0	6,8	8,5	9,9	9,3	7,6	10,3	8,9	8,9	3,4	2,7	3,4	3,8	nd
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	73,9	71,0	77,3	70,1	71,7	73,0	74,9	79,8	71,6	73,1	75,5	71,0	73,9	74,7	78,7	81,3	73,8	73,4	nd
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	16,9	18,9	15,0	18,7	16,5	16,0	11,6	10,9	17,1	16,6	13,2	20,0	14,3	14,9	6,6	5,9	5,7	7,3	nd
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	28,5	23,1	30,0	23,1	24,3	26,5	26,2	33,3	24,2	28,9	31,3	26,1	29,4	28,8	27,3	30,9	16,8	21,0	nd
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	50,3	52,0	49,0	52,0	41,8	47,9	42,6	47,8	49,3	46,8	42,5	52,2	43,6	47,4	27,1	25,4	24,0	28,5	nd
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	22,9	19,0	24,9	17,8	18,2	22,0	22,9	29,9	19,6	23,3	26,2	21,2	24,1	24,1	20,4	24,2	15,2	16,9	nd
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	56,6	58,2	55,2	56,9	56,0	54,0	48,1	48,7	55,0	53,7	48,3	58,7	48,5	52,4	32,6	30,2	33,7	34,9	nd
<b>Formation, Activité en 2015</b>																			
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	34 287	13 418	12 650	12 694	1 426	24 459	21 988	57 720	14 962	24 833	22 626	17 492	19 840	278 395	670	1 074	360	3 007	0
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	18 258	3 977	6 701	2 795	162	8 858	11 525	42 797	5 743	9 482	10 006	8 055	9 869	138 228	580	246	61	2 927	0
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) (3)	3 757	1 286	1 352	684	148	2 651	2 675	4 110	2 208	2 443	3 086	1 040	2 325	27 765	294	299	406	2 084	501
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (3)	3 122	991	1 173	802	94	2 014	2 935	5 357	1 590	2 518	1 924	935	900	24 355	0	0	0	0	4
Emplois d'avenir marchands	2 045	842	373	1 037	158	1 801	1 858	2 355	927	1 716	1 974	585	1 453	17 124	220	458	269	628	102
Emplois d'avenir non marchands (4)	3 763	1 820	1 104	1 404	272	2 645	3 795	4 779	1 649	3 206	3 424	1 427	3 196	32 484	389	508	326	2 579	179
<b>Taux de sortie en emploi durable des bénéficiaires de contrats aidés en 2013 (2)</b>																			
<b>CUI-CIE</b>																			
Taux d'insertion (en %)	59,4%	51,1%	55,2%	50,6%	62,5%	49,1%	54,0%	52,2%	53,4%	61,1%	54,9%	57,1%	48,7%	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>CUI-CAE</b>																			
Taux d'insertion (en %)	23,3%	20,9%	20,4%	20,7%	33,5%	19,1%	15,6%	25,3%	20,0%	23,3%	23,5%	19,2%	20,7%	nd	11,2%	11,6%	11,0%	7,1%	7,0%

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

(3) Entrées initiales en contrat aidé

(4) Inclut les emplois d'avenir professeurs

Sources : DREES ; MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN ; INSEE, RP ; DARES, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

## Jeunesse

### Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2013 - Service Civique - Missions locales - PAIO en 2015

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2013</b>																			
Budget FAJ (en euros)	4 422 424	1 231 527	2 695 744	1 486 071	150 000	2 318 109	4 965 968	2 401 066	2 164 906	2 789 620	3 140 975	1 937 078	3 145 743	<b>32 849 231</b>	200 000	270 000	101 000	351 572	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	2 820 635	1 051 519	2 265 336	890 541	174 771	1 704 810	3 397 434	2 913 057	1 621 129	2 321 007	2 417 961	1 797 047	2 441 333	<b>25 816 581</b>	233 375	252 971	116 969	nd	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	18 344	8 209	14 613	6 295	649	9 960	12 937	12 319	7 683	16 640	10 520	8 483	11 500	<b>138 152</b>	513	981	278	1 916	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	155,0	141,5	269,3	nd	nd	236,5	nd	nd	nd	211,8	212,3	<b>186,9</b>	454,9	257,9	420,8	nd	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	9 890	5 073	8 219	3 140	404	6 211	8 005	7 947	4 232	7 669	7 970	5 353	7 463	<b>81 576</b>	465	981	278	1 701	nd
<b>Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique</b>	3 623	1 598	1 343	1 195	90	2 969	4 755	5 340	1 334	3 820	3 308	1 750	2 993	<b>34 118</b>	475	645	625	969	175
<b>Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO (2)</b>	58 015	18 881	21 182	17 723	2 312	34 945	47 848	79 038	22 953	42 858	43 327	22 532	43 812	<b>455 426</b>	3 275	3 327	2 097	10 662	2 946
<b>Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans (3)</b>	6,2	6,2	5,8	6,5	6,9	5,3	6,4	5,0	6,1	6,8	6,6	5,3	7,9	<b>6,1</b>	7,2	8,2	5,4	9,0	8,4

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(2) Données provisoires à fin décembre 2015

(3) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête FAJ 2014 ; DARES, Parcours 3 ; DJEPVA, Base ELISA - ASP, traitements ASC-DJEPVA



Sources : DREES, DJEPVA-MEOS, DR(D)JSCS, IRCEM.

## Pour en savoir plus :

### Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

#### Les actions éducatives :

L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :

- apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

#### Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

### Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

### Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

### Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

### Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation du fait de difficultés momentanées ou durables.



### Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L227-1 à L227-12). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires d'automne, de fin d'année, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins sept mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire », liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, des autres types de séjours :

- Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

- Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme ne sont pas comptabilisés.

### Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

### Aide complémentaire :

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/modes-de-garde-et-d-accueil-des-jeunes-enfants-en-2013>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/l-offre-d-accueil-collectif-des-enfants-de-moins-de-3-ans-en-2013>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/t0-raynaud.pdf>



## Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Protection de l'enfance au 31 décembre 2015</b>																			
Nombre de places d'accueil mère-enfant	342	206	165	186	20	407	416	1 600	223	327	564	285	200	<b>4 941</b>	0	19	0	100	0
Nombre de places en pouponnières à caractère social	106	31	36	0	18	225	108	104	113	12	6	40	54	<b>853</b>	0	0	0	30	0
Nombre de places en foyers de l'enfance	791	516	482	430	0	1 071	1 179	1 795	1 418	872	1 103	375	446	<b>10 478</b>	176	91	111	136	0
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	6 235	2 591	1 681	2 065	106	4 310	4 713	6 691	2 224	4 253	4 100	2 422	2 582	<b>43 973</b>	228	400	110	335	0
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	8	0	0	0	208	0	0	1	22	0	<b>239</b>	0	7	0	0	0
Lieux de vie et d'accueil	361	158	100	72	6	187	47	18	247	706	385	204	110	<b>2 601</b>	0	7	0	0	0
Villages d'enfants	65	112	0	207	0	141	215	307	60	0	0	46	129	<b>1 282</b>	0	0	0	0	0
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	4,1	5,5	3,1	4,8	2,3	4,8	4,2	3,4	5,2	4,7	4,7	3,6	3,1	<b>4,1</b>	3,7	5,6	2,1	2,3	nd
<b>Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2014</b>																			
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance (1)	13 802	7 155	7 692	5 543	311	13 009	21 811	23 084	9 720	12 452	11 711	6 936	7 061	<b>140 287</b>	962	1 230	770	2 392	nd
Nombre de placements directs par un juge (2)	1 861	654	581	439	60	1 472	2 038	1 924	806	1 910	1 204	795	1 012	<b>14 756</b>	257	280	184	600	nd
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED) (3)	6 257	2 896	2 871	3 766	233	4 098	2 306	7 004	4 233	4 879	4 943	2 310	2 276	<b>48 072</b>	169	486	199	1 308	0
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) (1)	11 984	5 303	5 148	4 088	312	9 573	16 906	14 235	6 310	10 607	8 350	5 840	7 568	<b>106 224</b>	618	778	459	2 020	0
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2014 (4)	1,7	2,3	2,0	2,1	1,3	2,0	2,6	1,4	2,5	2,2	1,9	1,6	1,5	<b>1,9</b>	1,8	2,9	1,4	2,3	nd

(1) Département 85, total Pays de la Loire et total France métropolitaine estimés

(2) Départements 67, 79, 07, 29, 85, total régions concernées et total France métropolitaine estimés

(3) Départements 07, 85, total régions concernées et total France métropolitaine estimés

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources: DREES, FINES ; DR(D)JSCS ; INSEE, estimation de population au 01/01/2015



## Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (1)

### Année scolaire 2015-2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Au moins une période d'activité au cours de l'année</b>																			
Nombre de lieux d'accueil de loisirs	3 638	1 535	1 714	1 544	622	3 039	3 946	6 197	1 787	3 605	3 748	2 228	2 487	36 090	172	224	88	511	73
Nombre de lieux d'accueil de jeunes	106	59	13	26	0	26	32	17	46	27	63	82	97	594	1	0	0	2	0
Ensemble des lieux d'accueil	3 672	1 558	2 193	1 555	152	3 048	3 958	6 212	1 805	3 615	3 777	2 267	2 542	36 354	173	224	88	513	73
<b>Le mercredi</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	505	177	559	247	25	310	698	1 008	321	206	427	684	315	5 482	28	54	7	86	4
Nombre de places ouvertes	18 613	5 634	24 019	12 288	1 378	12 061	34 597	56 747	13 899	9 065	15 973	28 529	15 866	248 669	1 535	3 839	265	4 412	124
Moins de 6 ans	4 841	1 216	7 828	4 252	537	3 352	11 434	18 791	3 816	3 140	4 570	8 345	4 965	77 087	625	1 521	113	1 601	20
6-11 ans	8 050	2 395	11 090	6 541	723	6 396	16 274	27 322	6 875	4 487	7 195	12 298	7 572	117 218	810	2 146	152	2 646	52
12-17 ans	5 722	2 023	5 101	1 495	118	2 313	6 889	10 634	3 208	1 438	4 208	7 886	3 329	54 364	100	172	0	165	52
<b>Le samedi</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	357	109	250	79	2	154	352	315	122	228	311	289	201	2 769	2	2	1	6	2
Nombre de places ouvertes	9 585	2 818	6 352	2 062	90	5 251	12 345	11 387	3 772	5 609	8 498	8 156	6 369	82 294	78	160	60	240	80
Moins de 6 ans	631	346	154	0	10	388	1 575	264	171	258	137	0	198	4 132	0	40	20	0	0
6-11 ans	2 543	698	1 738	466	50	2 097	3 980	3 361	880	1 550	2 117	1 458	1 875	22 813	24	83	40	164	30
12-17 ans	6 411	1 774	4 460	1 596	30	2 766	6 790	7 762	2 721	3 801	6 244	6 698	4 296	55 349	54	37	0	76	50
<b>En périscolaire</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	2 747	1 239	1 458	1 201	124	2 228	2 692	5 317	1 415	3 126	2 974	1 648	2 039	28 208	136	184	64	374	14
Nombre de places ouvertes	302 943	107 102	172 032	110 821	16 025	167 777	233 917	633 481	150 138	284 813	321 897	180 520	262 189	2 943 655	12 715	28 734	6 096	35 166	1 460
Moins de 6 ans	106 511	38 209	64 359	40 270	5 933	57 293	85 074	257 848	52 454	98 355	113 293	69 312	98 537	1 087 448	3 928	9 877	2 991	11 796	258
6-11 ans	187 796	65 930	106 078	68 187	9 849	105 247	141 549	363 593	93 093	178 178	198 942	109 286	157 147	1 784 875	8 406	18 572	2 933	22 981	1 161
12-17 ans	8 636	2 963	1 595	2 364	243	5 237	7 294	12 040	4 591	8 280	9 662	1 922	6 505	71 332	381	285	172	389	41
<b>Autres jours</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	237	91	223	50	2	105	202	343	93	187	187	279	133	2 132	1	4	1	7	8
Nombre de places ouvertes	7 077	2 129	6 546	1 291	294	3 354	6 718	17 048	3 042	5 044	6 005	8 746	6 181	73 475	80	220	22	231	338
Moins de 6 ans	952	58	444	57	0	202	941	6 382	473	537	473	411	1 169	12 099	60	95	0	0	110
6-11 ans	1 896	341	2 168	435	264	1 209	2 187	7 363	926	1 531	1 964	1 790	2 490	24 564	15	108	22	165	196
12-17 ans	4 229	1 730	3 934	799	30	1 943	3 590	3 303	1 643	2 976	3 568	6 545	2 522	36 812	5	17	0	66	32
<b>Congés scolaires de Toussaint</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	1 749	750	925	661	49	1 258	1 591	3 208	742	1 456	1 545	1 086	1 079	16 099	34	67	17	94	14
Nombre de places ouvertes	90 828	31 142	43 599	29 391	2 494	49 643	89 953	199 673	37 550	69 361	72 176	51 500	64 762	832 072	1 833	4 879	1 266	4 889	723
Moins de 6 ans	28 029	9 429	14 324	9 598	946	16 413	27 772	80 131	10 997	23 360	24 537	15 283	22 153	282 972	691	1 938	681	1 451	60
6-11 ans	45 628	16 234	20 827	14 686	1 432	26 192	46 892	98 935	19 052	34 467	34 600	23 774	32 258	414 977	1 040	2 560	535	2 599	409
12-17 ans	17 171	5 479	8 448	5 107	116	7 038	15 289	20 607	7 501	11 534	13 039	12 443	10 351	134 123	102	381	50	839	254

Suite du tableau page suivante



	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Congés scolaires de Noël</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	997	259	595	263	16	346	747	2 472	306	732	711	683	415	8 542	30	57	17	229	34
Nombre de places ouvertes	46 800	10 700	23 457	10 801	763	12 746	39 952	140 687	13 584	30 235	30 386	27 924	23 218	411 253	1 427	3 692	1 010	15 073	2 256
Moins de 6 ans	15 187	3 175	7 697	3 566	247	3 990	11 892	53 476	3 877	10 415	10 128	7 961	7 846	139 457	621	1 407	550	4 558	86
6-11 ans	22 102	5 063	10 471	5 104	471	6 144	19 434	68 915	6 228	14 308	13 848	11 988	11 283	195 359	707	1 987	408	8 638	1 404
12-17 ans	9 511	2 462	5 289	2 131	45	2 612	8 626	18 296	3 479	5 512	6 410	7 975	4 089	76 437	99	298	52	1 877	766
<b>Congés scolaires d'hiver</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	1 802	751	931	655	44	1 297	1 628	3 219	745	1 473	1 556	1 072	1 111	16 284	22	3	23	115	17
Nombre de places ouvertes	93 223	31 018	42 873	28 122	2 131	50 772	89 143	188 859	37 024	67 780	70 051	49 322	64 103	814 421	968	180	1 192	5 641	913
Moins de 6 ans	28 649	9 620	13 850	9 192	847	16 817	28 001	76 781	11 036	22 970	23 945	14 806	21 631	278 145	310	80	600	1 842	70
6-11 ans	47 089	15 902	20 483	14 020	1 144	26 983	46 508	90 465	18 508	33 261	33 462	22 659	31 648	402 132	533	85	529	2 853	562
12-17 ans	17 485	5 496	8 540	4 910	140	6 972	14 634	21 613	7 480	11 549	12 644	11 857	10 824	134 144	125	15	63	946	281
<b>Congés scolaires de printemps</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	1 799	760	939	666	48	1 326	1 694	3 136	765	1 503	1 591	1 091	1 127	16 445	44	69	26	54	8
Nombre de places ouvertes	92 026	31 490	43 533	28 269	2 474	53 153	94 060	180 078	38 132	68 593	70 958	49 924	64 888	817 578	2 284	4 929	1 551	2 457	406
Moins de 6 ans	28 608	9 659	14 225	9 255	932	17 498	29 740	72 923	11 372	23 133	24 192	14 814	22 436	278 787	967	1 964	598	923	54
6-11 ans	46 096	16 209	20 395	13 999	1 338	28 235	49 043	85 693	19 084	33 596	33 508	22 902	31 838	401 936	1 124	2 539	873	1 265	260
12-17 ans	17 322	5 622	8 913	5 015	204	7 420	15 277	21 462	7 676	11 864	13 258	12 208	10 614	136 855	193	426	80	269	92
<b>Mois de juillet</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	1 919	807	995	758	49	1 583	2 110	3 095	846	1 604	1 645	1 161	1 229	17 801	63	112	42	232	34
Nombre de places ouvertes	124 339	42 810	60 015	46 791	2 998	86 428	182 520	220 215	58 883	95 386	92 212	70 839	89 532	1 172 968	4 343	10 324	2 429	16 358	2 490
Moins de 6 ans	36 833	12 589	19 027	14 145	1 095	26 182	51 732	92 216	16 262	30 751	30 810	21 015	29 550	382 207	1 333	2 701	869	4 584	81
6-11 ans	65 101	23 065	29 495	24 983	1 576	47 576	98 657	105 193	31 658	47 900	45 759	34 509	45 445	600 917	2 253	5 550	1 258	9 962	1 331
12-17 ans	22 405	7 156	11 493	7 663	327	12 670	32 131	22 806	10 963	16 735	15 643	15 315	14 537	189 844	757	2 073	302	1 812	1 078
<b>Mois d'août</b>																			
Nombre de lieux d'accueil	1 348	539	846	458	33	878	1 298	2 465	638	1 317	1 216	995	881	12 912	14	22	22	26	36
Nombre de places ouvertes	76 709	25 188	45 281	25 219	1 978	42 865	94 853	150 456	39 618	70 770	62 972	51 321	58 982	746 212	601	1 870	1 318	974	2 784
Moins de 6 ans	24 066	7 948	14 684	8 216	737	13 856	27 628	61 690	11 584	23 480	21 489	14 989	19 937	250 304	247	584	468	244	61
6-11 ans	39 756	13 337	22 038	13 122	1 106	22 977	49 738	71 944	20 455	35 351	31 092	24 501	29 708	375 125	256	922	689	563	1 478
12-17 ans	12 887	3 903	8 559	3 881	135	6 032	17 487	16 822	7 579	11 939	10 391	11 831	9 337	120 783	98	364	161	167	1 245

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.

Les données proposées cette année ont été estimées à partir des adresses des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Sources : MVJS-DJEPVA-INJEP-MEOS, fichiers SIAM ; extraction au 14 septembre 2016 Estimations au 1er décembre 2016



## Accueils collectifs de mineurs avec hébergement (1)

### Année scolaire 2015-2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins cinq jours)</b>																			
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	5 429	1 230	1 606	500	551	1 162	543	668	1 098	3 310	3 827	1 439	2 540	23 903	47	33	17	150	89
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils</b>	207 547	47 892	51 339	16 561	18 335	38 434	13 465	22 706	32 467	120 164	116 956	46 241	92 668	824 775	1 421	954	771	4 010	2 048
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 833	3 423	568	1 249	0	1 223	820	1 572	1 849	1 065	1 191	966	461	17 220	0	0	0	0	0
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 11 ans	96 666	26 215	26 351	9 698	2 362	21 620	6 823	10 856	17 821	50 256	53 060	27 083	40 371	389 182	557	327	255	1 610	577
Dont nombre de mineurs âgés de 12 à 17 ans	108 048	18 254	24 420	5 614	15 973	15 591	5 822	10 278	12 797	68 843	62 705	18 192	51 836	418 373	864	627	516	2 400	1 471
<b>Nombre de journées</b>	50 902	11 321	14 658	4 620	7 220	10 180	4 266	5 021	9 488	31 191	34 873	13 081	23 312	220 133	676	461	177	1 092	716
<b>Nombre de journées enfants</b>	2 089 549	500 725	525 470	170 697	244 219	372 371	117 309	176 301	316 400	1 221 282	1 154 564	492 078	927 744	8 308 709	21 534	14 116	8 319	32 626	17 000
<b>Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)</b>																			
Nombre de séjours	443	147	170	87	14	320	184	370	148	533	587	218	326	3 547	4	3	4	21	7
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils</b>	7 862	3 044	3 405	1 880	336	6 885	4 366	9 640	3 034	10 185	10 761	4 606	6 475	72 479	155	87	123	568	193
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	246	175	110	31	9	112	249	576	269	248	678	311	65	3 079	0	0	0	0	37
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	3 382	1 231	1 682	749	54	2 401	2 010	3 520	1 064	4 014	4 304	1 852	2 106	28 369	40	20	35	227	82
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	4 234	1 638	1 613	1 100	273	4 372	2 107	5 544	1 701	5 923	5 779	2 443	4 304	41 031	115	67	88	341	74
<b>Nombre de journées</b>	1 351	459	537	263	50	949	545	1 045	480	1 669	1 884	721	1 038	10 991	12	9	10	77	23
<b>Nombre de journées enfants</b>	23 681	9 460	10 537	5 406	1 179	20 050	13 257	26 109	9 359	30 806	34 709	15 139	20 519	220 211	465	264	342	2 098	626
<b>Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)</b>																			
Nombre de séjours	583	224	311	207	14	223	114	101	156	474	474	202	293	3 376	1	5	0	4	4
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	408	118	193	168	14	138	77	67	120	311	366	133	237	2 350	1	5	0	1	4
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils</b>	17 353	6 011	9 136	4 594	318	6 437	3 114	2 679	4 305	14 123	12 776	7 809	8 455	97 110	7	87	0	105	110
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	7	0	0	17	0	0	0	0	0
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	4 183	1 419	1 673	1 280	25	1 713	728	547	1 178	3 641	3 009	1 526	1 213	22 135	0	56	0	50	6
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	13 170	4 592	7 463	3 314	293	4 724	2 386	2 132	3 127	10 472	9 760	6 283	7 242	74 958	7	31	0	55	104
<b>Nombre de journées</b>	3 441	1 179	1 917	1 214	112	1 265	768	639	1 108	2 817	2 845	1 112	2 202	20 619	17	25	0	27	29
<b>Nombre de journées enfants</b>	102 294	35 014	61 196	26 373	2 462	34 549	19 703	18 169	31 167	86 451	74 589	42 542	66 314	600 823	119	435	0	615	768
<b>Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2)</b>																			
Nombre de séjours	2 558	912	1 937	1 053	31	1 461	3 734	938	1 792	2 681	1 841	2 433	928	22 299	2	10	19	78	2
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	720	224	608	170	2	327	697	225	641	617	427	1 054	212	5 924	0	1	7	23	0
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils</b>	41 099	14 863	31 216	20 162	530	28 214	77 228	15 420	31 352	42 850	30 930	42 211	15 017	391 092	80	308	424	1 771	67
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 902	1 559	3 188	2 260	6	2 370	8 686	2 731	3 481	4 795	2 664	4 306	703	39 651	0	0	16	5	0
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	25 236	9 518	20 124	13 976	418	18 327	48 932	9 871	20 846	26 162	17 873	27 427	8 491	247 201	50	193	362	381	50
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	12 961	3 786	7 904	3 926	106	7 517	19 610	2 818	7 025	11 893	10 393	10 478	5 823	104 240	30	115	46	1 385	17
<b>Nombre de journées</b>	8 681	3 013	6 820	3 198	97	4 505	11 872	2 849	6 406	8 604	5 944	9 249	2 972	74 210	7	35	73	290	7
<b>Nombre de journées enfants</b>	138 533	49 859	112 485	59 474	1 654	84 977	243 857	46 594	110 814	137 696	100 750	161 268	47 833	1 295 794	260	1 103	1 625	6 663	221
<b>Ensemble des séjours</b>																			
Nombre de séjours	9 013	2 513	4 024	1 847	610	3 166	4 575	2 077	3 194	6 998	6 729	4 292	4 087	53 125	54	51	40	253	102
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	6 557	1 572	2 407	838	567	1 627	1 317	960	1 859	4 238	4 620	2 626	2 989	32 177	48	39	24	174	93
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils</b>	273 861	71 810	95 096	43 197	19 519	79 970	98 173	50 445	71 158	187 322	171 423	100 867	122 615	1 385 456	1 663	1 436	1 318	6 454	2 418
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	5 981	5 157	3 866	3 540	15	3 705	9 755	4 879	5 599	6 118	4 540	5 583	1 229	59 967	0	0	16	5	37
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	129 467	38 383	49 830	25 703	2 859	44 061	58 493	24 794	40 909	84 073	78 246	57 888	52 181	686 887	647	596	652	2 268	715
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	138 413	28 270	41 400	13 954	16 645	32 204	29 925	20 772	24 650	97 131	88 637	37 396	69 205	638 602	1 016	840	650	4 181	1 666
<b>Nombre de journées</b>	64 375	15 972	23 932	9 295	7 479	16 899	17 451	9 554	17 482	44 281	45 546	24 163	29 524	325 953	712	530	260	1 486	775
<b>Nombre de journées enfants</b>	2 354 057	595 058	709 688	261 950	249 514	511 947	394 126	267 173	467 740	1 476 235	1 364 612	711 027	1 062 410	10 425 537	22 378	15 918	10 286	42 002	18 615

(1) Au cours d'une année, un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe.  
(2) Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée d'un tel séjour ne peut dépasser cinq jours.

Sources : MVJS-DJEPVA-MEOS, données estimées à partir des déclarations issues des fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs) ; année scolaire 2015/2016 extraction au 14 septembre 2016  
Estimations au 1er décembre 2016

## Accueil des enfants d'âge préscolaire

Places agréées par la PMI au 31.12.2014 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Accueil collectif</b>																			
Crèches collectives (y compris parentales)	3 447	1 980	1 387	1 088	86	4 123	4 100	53 713	2 391	1 062	3 814	3 845	660	<b>81 696</b>	2 518	1 768	390	3 373	nd
Haltes garderies	1 926	963	1 394	1 179	19	1 601	3 189	6 204	981	921	1 222	1 616	811	<b>22 026</b>	160	0	0	59	nd
Jardins d'enfants	978	49	112	115	92	1 244	442	3 427	84	98	524	44	1 295	<b>8 504</b>	380	515	328	996	nd
Jardins d'éveil	0	24	0	24	24	20	24	0	0	12	16	0	0	<b>144</b>	0	25	0	0	nd
Multi-accueil	37 539	7 692	8 036	6 500	1 571	19 023	12 193	55 363	7 559	21 075	26 258	8 765	33 447	<b>245 021</b>	290	803	215	955	nd
<b>Taux d'équipement en accueil collectif</b>																			
pour 1 000 enfants nés au cours des trois dernières années	154,6	118,1	102,3	102,2	194,5	140,4	86,5	235,5	97,2	131,6	172,2	108,0	214,5	<b>157,2</b>	255,2	281,4	54,2	147,2	nd
<b>Accueil familial</b>																			
Places	4 288	1 169	1 353	2 030	32	3 201	3 268	23 431	1 352	4 344	3 928	1 310	3 025	<b>52 731</b>	0	20	79	90	nd
Enfants inscrits	6 375	1 607	1 924	2 651	46	4 647	4 472	34 884	1 673	6 592	5 807	1 968	4 461	<b>77 107</b>	0	33	84	129	nd
<b>Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2014)</b>																			
Assistantes maternelles	45 293	18 477	20 140	15 786	457	30 771	34 260	38 987	22 311	27 788	21 289	29 402	13 346	<b>318 307</b>	539	349	161	1 014	nd
Garde d'enfants à domicile	7 865	1 205	2 565	1 487	84	2 427	3 848	36 946	1 951	3 550	3 615	3 473	2 768	<b>71 784</b>	127	95	123	1 063	nd

Sources : DREES ; Enquête PMI ; IRCEM



Sources : DREES, MVJS-DJEPVA-Direction des Sports, MESR

## Pour en savoir plus :

### Formation aux professions de santé et aux professions sociales

Ces enquêtes réalisées annuellement ont pour objectif principal de dénombrer et d'identifier les établissements de formation et de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des étudiants ou élèves en formation (sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, etc.).

### Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Le ministère en charge des Sports met en place des formations et délivre des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport – article L2121) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- **Assistant animateur**, avec un BAPAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau V
- **Animateur**, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau IV
- **Éducateur sportif**, avec un BEES I, brevet d'Etat d'éducateur sportif, diplôme de niveau IV, ou un BPJEPS sport
- **Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel**, avec un DEJEPS, diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau III, ou un DESJEPS, diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau II

Par ailleurs, deux autres diplômes permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueils collectifs de mineurs (ACM) en tant que :

- **Animateur**, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
- **Directeur**, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- **DUT carrières sociales** (option animation sociale et socioculturelle), diplôme de niveau III
- **STAPS**, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes le plus souvent de niveaux II et I

### Aide complémentaire :

<http://www.sports.gouv.fr/>

<http://www.res.sports.gouv.fr/>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/professions-de-sante-et-du-social/article/l-enquete-annuelle-sur-les-ecoles-de-formation-aux-professions-sociales>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/professions-de-sante-et-du-social/article/l-enquete-annuelle-sur-les-ecoles-de-formation-aux-professions-de-sante>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/une-baisse-de-7-des-etudiants-inscrits-en-formationen-sociales-entre-2010-et>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/profil-des-infirmiers-en-formation-en-2014>



Sports  
Fédérations sportives

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Fédérations sportives (juillet 2016)</b>																			
<b>Clubs (données de l'année 2015 estimées au 19 juin 2016) (1)</b>																			
Fédérations unisport olympiques	7 959	3 289	4 037	3 243	474	6 422	5 655	7 586	3 701	6 995	6 120	4 449	4 201	64 131	490	382	239	676	235
Fédérations unisport non olympiques	6 092	1 963	1 821	1 640	224	3 038	2 585	4 939	1 771	4 668	5 573	1 888	3 682	39 884	190	199	77	534	21
Fédérations multisports	7 455	2 328	3 313	2 765	181	4 640	5 017	6 571	2 334	6 002	5 482	3 638	3 506	53 232	302	217	98	454	37
<b>Total clubs affiliés à une fédération</b>	<b>21 506</b>	<b>7 580</b>	<b>9 171</b>	<b>7 648</b>	<b>879</b>	<b>14 100</b>	<b>13 257</b>	<b>19 096</b>	<b>7 806</b>	<b>17 665</b>	<b>17 175</b>	<b>9 975</b>	<b>11 389</b>	<b>157 247</b>	<b>982</b>	<b>798</b>	<b>414</b>	<b>1 664</b>	<b>293</b>
<b>Licences (données de l'année 2015 estimées au 6 novembre 2016) (1)</b>																			
Fédérations unisport olympiques	1 078 735	346 402	485 591	353 588	37 499	726 023	716 736	1 389 887	438 099	814 999	735 874	565 012	608 735	8 297 180	49 367	35 165	22 483	81 495	15 482
Part des licences féminines	30,8	30,9	28,4	31,0	27,2	30,9	28,5	29,7	30,8	30,6	29,8	28,4	31,1	30,0	30,9	30,7	31,4	28,5	16,5
Fédérations unisport non olympiques	278 017	83 190	101 232	78 573	9 110	139 647	119 878	298 200	85 369	213 606	250 420	98 508	196 428	1 952 178	7 689	7 632	2 616	21 049	1 581
Part des licences féminines	28,9	30,6	35,8	33,6	22,6	31,2	31,4	33,1	33,6	31,7	28,8	31,3	30,0	31,2	34,8	34,8	31,8	33,2	31,9
Fédérations multisports	708 683	180 863	377 414	207 996	20 082	411 620	464 540	724 316	198 240	461 072	392 550	425 321	338 324	4 911 021	19 893	14 529	11 958	54 386	6 288
Dont Fédération Handisport	3 642	1 974	1 334	811	13	3 019	2 442	3 717	586	2 499	2 882	1 352	2 294	26 565	75	179	87	319	10
Dont Fédération du sport adapté	6 774	1 777	2 176	1 470	39	2 713	3 587	2 688	2 165	7 689	6 771	3 107	3 302	44 258	7	0	1	248	0
Part des licences féminines	51,4	54,0	45,3	53,1	43,4	51,2	48,4	49,2	52,0	52,2	51,4	44,3	46,9	49,6	37,7	34,6	35,2	46,4	40,1
<b>Total des licences sportives délivrées</b>	<b>2 065 435</b>	<b>610 455</b>	<b>964 237</b>	<b>640 157</b>	<b>66 691</b>	<b>1 277 290</b>	<b>1 301 154</b>	<b>2 412 403</b>	<b>721 708</b>	<b>1 489 677</b>	<b>1 378 844</b>	<b>1 088 841</b>	<b>1 143 487</b>	<b>15 160 379</b>	<b>76 949</b>	<b>57 326</b>	<b>37 057</b>	<b>156 930</b>	<b>23 351</b>
Part des licences féminines	30,4	30,8	29,7	31,4	26,3	31,0	28,9	30,3	31,2	30,8	29,6	28,9	30,9	30,3	31,5	31,5	31,4	29,4	17,9
Taux de licences sportives pour 100 habitants	26,4	21,6	29,4	24,8	20,6	23,0	21,7	20,1	21,7	25,4	24,0	29,5	23,0	23,7	19,2	15,0	14,9	18,7	nd
<b>Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2016) (2)</b>																			
Nombre de Conseillers techniques nationaux et régionaux affectés dans les services déconcentrés (H/F)	152	44	56	36	5	73	47	355	35	116	119	40	81	1 159	11	6	2	10	nd
Hommes	133	34	41	25	4	62	39	272	30	97	90	37	64	928	10	5	1	10	nd
Femmes	19	10	15	11	1	11	8	83	5	19	29	3	17	231	1	1	1	0	nd

(1) Totaux régionaux y compris les non-répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non-répartis par département et par région

(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), MEOS, Direction des Sports



## Sports

## Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Équipements sportifs (hors sports de nature) (données au 7 novembre 2016)</b>																			
<b>Ensemble des équipements hors sports de nature</b>	31 867	14 573	15 829	13 574	1 041	27 848	24 032	27 490	14 958	29 375	27 650	18 740	15 551	<b>262 528</b>	997	963	706	2 387	251
Terrains de grands jeux (foot, rugby..)	4 990	2 762	2 979	2 231	191	5 094	4 531	2 826	2 719	4 923	4 118	3 145	1 582	<b>42 091</b>	224	190	120	315	70
Courts de tennis	5 504	1 963	1 724	1 907	240	3 767	2 560	5 393	2 247	4 923	4 634	2 209	3 026	<b>40 097</b>	107	98	55	197	13
Bassins de natation	899	382	258	317	48	440	398	725	274	747	789	444	490	<b>6 211</b>	22	20	29	101	1
Boulodromes	3 622	1 566	2 319	1 956	9	2 717	3 344	1 306	1 868	2 725	3 147	2 655	1 220	<b>28 454</b>	50	87	25	197	7
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,4	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	<b>0,4</b>	0,2	0,3	0,3	0,3	nd
<b>Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (données au 9 novembre 2016)</b>																			
Nombre de sportifs en catégorie Élite	125	16	30	22	0	53	37	184	16	55	78	29	89	<b>734</b>	1	1	0	7	0
Nombre de sportifs en catégorie Senior	328	61	79	56	4	123	130	497	90	234	211	90	205	<b>2 108</b>	6	4	1	24	0
Nombre de sportifs en catégorie Jeune	477	117	135	84	3	218	200	523	110	326	327	150	310	<b>2 980</b>	20	8	4	33	0
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	37	5	5	5	0	7	12	38	9	6	9	3	13	<b>149</b>	1	1	0	5	0
<b>Nombre total de sportifs de haut niveau (1)</b>	<b>967</b>	<b>199</b>	<b>249</b>	<b>167</b>	<b>7</b>	<b>401</b>	<b>379</b>	<b>1 242</b>	<b>225</b>	<b>621</b>	<b>625</b>	<b>272</b>	<b>617</b>	<b>5 971</b>	<b>28</b>	<b>14</b>	<b>5</b>	<b>69</b>	<b>0</b>
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	1 091	384	349	235	47	636	540	868	291	741	716	327	701	<b>6 926</b>	102	54	33	133	1
Nombre de sportifs en catégorie Partenaires d'entraînement	16	14	11	8	0	17	23	41	14	57	43	16	38	<b>298</b>	1	0	4	5	0
<b>Pôles sportifs labellisés et structures associées (données au 15 novembre 2016)</b>																			
Nombre de pôles France	10	2	4	1	0	6	2	30	0	7	17	5	12	<b>96</b>	0	0	0	1	0
Nombre de pôles France Jeune	2	3	0	3	0	6	4	4	0	8	3	4	8	<b>45</b>	1	0	0	0	0
Nombre de structures associées	4	3	0	1	0	5	4	5	2	2	6	1	2	<b>35</b>	1	0	0	3	0
Nombre de pôles espoirs	30	23	18	15	2	33	27	26	14	32	32	16	29	<b>297</b>	7	4	2	8	0
<b>Nombre total des pôles sportifs labellisés et de structures associées</b>	<b>46</b>	<b>31</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>50</b>	<b>37</b>	<b>65</b>	<b>16</b>	<b>49</b>	<b>58</b>	<b>26</b>	<b>51</b>	<b>473</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>0</b>

(1) Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, séniors, jeunes ou reconversion

Source : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Direction des Sports, Base de données des sportifs de haut niveau, RES



## Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2015 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Diplômes de niveau V</b>																			
Aides médico-psychologiques	944	258	336	198	40	480	647	1 121	284	768	403	413	537	6 429	52	39	4	92	nd
Auxiliaires de vie sociale	421	90	281	66	7	192	434	426	107	221	295	125	191	2 856	18	83	0	34	nd
Assistants familiaux	192	109	90	78	0	137	255	151	83	158	160	74	71	1 558	0	0	11	105	nd
<b>Diplômes de niveau IV</b>																			
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	46	12	30	18	0	37	46	53	22	47	26	13	25	375	6	10	0	23	nd
Moniteurs éducateurs	429	92	134	121	8	210	299	381	105	283	305	79	176	2 622	14	19	0	51	nd
<b>Diplômes de niveau III</b>																			
Assistants de service social	289	100	122	69	16	160	253	417	95	166	144	89	167	2 087	13	12	0	26	nd
Éducateurs spécialisés	517	113	222	189	0	385	547	885	176	350	379	119	300	4 182	20	19	16	37	nd
Éducateurs de jeunes enfants	139	55	29	44	0	168	104	573	38	89	143	92	74	1 548	10	17	2	27	nd
Éducateurs techniques spécialisés	30	25	25	19	0	27	18	14	13	17	17	0	7	212	0	0	0	0	nd
Conseillers en économie sociale familiale	183	49	83	69	0	76	94	178	46	117	146	129	73	1 243	0	0	0	9	nd
<b>Diplômes de niveau II</b>																			
Médiateur familial	11	6	10	0	0	6	0	20	0	1	11	2	10	77	0	0	0	0	nd
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	111	31	68	45	5	77	73	283	48	126	78	63	127	1 135	4	18	0	13	nd
<b>Diplômes de niveau I</b>																			
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	10	10	5	8	0	9	10	22	7	0	10	14	5	110	0	0	0	0	nd
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	29	17	23	15	0	37	24	64	9	14	28	9	17	286	0	0	0	6	nd

Source : DREES, enquête écoles de formation 2015



## Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2015 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Diplômes de niveau V</b>																			
Aides soignants	3 215	1 061	1 309	997	76	1 947	1 810	3 561	1 228	2 231	1 623	1 288	2 352	22 698	43	61	26	111	0
Ambulanciers	332	132	275	72	49	311	293	548	107	302	369	115	334	3 239	29	0	0	46	0
Auxiliaires de puériculture	796	104	118	65	0	349	206	1 934	114	218	228	83	548	4 763	24	22	28	46	14
<b>Diplômes de niveau IV</b>																			
Préparateur en pharmacie	60	0	0	39	0	62	52	79	0	31	42	0	35	400	0	0	0	0	0
<b>Diplômes de niveau III</b>																			
Masseurs kinésithérapeutes	259	126	94	77	0	201	282	467	134	236	165	122	201	2 364	0	21	0	20	0
Manipulateurs en électroradiologie	102	0	22	27	0	51	27	106	24	70	67	25	24	545	0	0	0	0	0
Ergothérapeutes	54	0	65	25	0	66	88	139	42	69	76	0	43	667	0	0	0	17	0
Psychomotriciens	53	0	0	0	0	19	71	406	0	60	52	0	143	804	0	0	0	21	0
Pédicures-podologues	0	0	40	0	0	0	55	382	0	30	21	39	32	599	0	0	0	0	0
Techniciens en analyses biomédicales	27	0	0	17	0	0	26	22	0	0	0	0	0	92	0	0	0	0	0
<b>Diplômes de niveau II</b>																			
Infirmiers diplômés d'État	3 266	1 126	1 048	932	110	2 464	2 911	4 654	1 347	2 334	1 952	1 032	2 251	25 427	125	62	49	198	27
Sages femmes	118	47	47	27	0	92	88	120	45	68	80	44	53	829	0	21	0	17	0
<b>Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)</b>																			
Infirmiers de bloc opératoire	31	13	19	20	0	27	23	42	9	27	26	15	15	267	0	7	0	0	0
Infirmiers anesthésistes	61	18	29	10	0	39	39	121	16	43	43	19	49	487	11	0	0	13	0
Puéricultrices	126	60	30	41	0	111	106	218	44	40	120	62	77	1 035	19	0	9	26	0
Cadres de santé	239	51	58	40	10	111	174	324	65	125	69	82	142	1 490	0	0	0	0	0

Source : DREES, enquête écoles de formation 2015



## Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

### Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport (nombre de diplômes délivrés en 2015)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Diplômes non professionnels</b>																			
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	5 916	1 662	3 022	1 729	109	3 916	6 750	9 044	2 252	4 274	5 280	3 434	3 896	51 284	342	419	99	589	119
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	174	84	104	90	4	218	213	430	113	168	138	136	98	1 970	12	13	2	18	2
<b>Diplômes de niveau V</b>																			
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	74	65	33	0	0	14	30	88	65	10	84	0	175	638	0	0	0	29	0
<b>Diplômes de niveau IV</b>																			
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BP JEPS)	1 309	518	741	294	37	768	683	1 771	518	1 201	1 134	896	1 470	11 340	32	49	16	142	0
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne	135	13	0	0	12	16	0	0	0	0	8	0	28	212	0	0	0	0	0
<b>Diplômes de niveau III</b>																			
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socio-culturelle	22	46	80	75	0	50	35	152	52	128	54	0	28	722	0	0	0	0	0
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DE JEPS)	604	109	123	75	9	187	206	603	144	319	404	194	455	3 432	20	19	2	49	7
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) : moniteur national de ski alpin	432	211	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	645	0	0	0	2	0
<b>Diplômes de niveau II</b>																			
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	1	1	1	0	0	1	3	1	0	1	1	7	1	18	0	0	0	0	0
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS)	51	28	7	5	0	17	40	211	17	23	33	62	22	516	0	0	0	1	0
Brevet d'État. Alpinisme, guide de haute montagne	53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53	0	0	0	0	0
<b>Autres diplômes</b>																			
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	1 620	694	669	271	17	701	1 011	1 508	513	864	1 379	485	750	10 482	41	0	0	131	0
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	658	867	1 634	669	563	264	18	1 376	1 166	916	398	493	715	9 737	0	0	107		
Diplôme d'État relatif aux Fonctions d'Animation (DEFA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	1	3	0	0	0		

Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (DUT et STAPS), Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (BAFA et BAFD) et Direction des sports (autres diplômes du champ «jeunesse et sports») ; situation au 13 décembre 2016



## Activité, Emploi associatif et Sport

### Nombre d'établissements et de salariés

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France Métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
<b>Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2014</b>	<b>24 196</b>	<b>7 932</b>	<b>10 595</b>	<b>7 479</b>	<b>944</b>	<b>12 946</b>	<b>13 306</b>	<b>29 872</b>	<b>8 784</b>	<b>17 874</b>	<b>19 039</b>	<b>12 948</b>	<b>14 444</b>	<b>180 359</b>	<b>1 052</b>	<b>942</b>	<b>410</b>	1 797	nd
dont action sociale	4 360	1 511	1 409	1 262	204	3 036	2 905	4 396	1 530	3 286	3 015	2 073	2 402	31 389	284	222	80	367	nd
dont enseignement	2 611	687	1 881	706	77	1 681	1 505	2 949	886	1 812	1 847	2 178	1 394	20 214	137	74	29	117	nd
dont santé humaine	536	231	207	133	13	355	319	608	174	323	326	265	261	3 751	27	19	12	33	nd
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	5 073	1 455	2 278	1 804	192	1 866	3 004	4 645	2 140	4 018	3 758	2 780	2 608	35 621	104	128	51	328	nd
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 853	933	1 011	741	83	1 207	1 276	5 104	778	2 135	2 585	1 194	1 882	21 782	42	51	14	137	nd
dont autres établissements associatifs	8 763	3 115	3 809	2 833	375	4 801	4 297	12 170	3 276	6 300	7 508	4 458	5 897	67 602	458	448	224	815	nd
<b>Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2014</b>	<b>237 410</b>	<b>77 793</b>	<b>107 934</b>	<b>63 197</b>	<b>6 972</b>	<b>152 484</b>	<b>174 928</b>	<b>297 888</b>	<b>89 725</b>	<b>161 251</b>	<b>168 453</b>	<b>127 645</b>	<b>133 754</b>	<b>1 799 434</b>	<b>10 809</b>	<b>10 205</b>	<b>3 719</b>	<b>20 380</b>	nd
dont action sociale	114 567	41 703	45 220	34 664	4 428	87 415	94 217	116 533	48 931	87 600	93 618	56 669	63 918	889 483	4 758	4 043	1 446	7 879	nd
dont enseignement	46 505	11 953	31 586	9 748	587	19 206	35 792	58 879	16 081	24 128	23 747	35 167	21 017	334 396	2 158	1 373	485	2 193	nd
dont santé humaine	18 610	5 108	6 297	2 669	162	13 098	10 969	30 676	3 934	8 663	9 681	6 361	11 928	128 156	520	506	560	836	nd
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	11 319	2 738	4 012	3 029	408	4 644	5 714	23 134	4 283	8 577	8 704	6 508	7 482	90 552	s	549	s	1 575	nd
dont arts, spectacles et activités récréatives	4 084	1 479	1 399	925	80	2 151	2 663	7 410	1 390	3 037	3 081	1 421	2 951	32 071	s	353	s	319	nd
dont autres établissements associatifs	42 872	15 220	19 420	12 162	1 307	27 612	27 585	61 256	15 106	29 827	30 598	21 519	28 561	333 045	3 373	3 381	1 228	7 578	nd
<b>Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en %</b>	<b>8,1</b>	<b>8,1</b>	<b>9,7</b>	<b>7,2</b>	<b>6,1</b>	<b>8,0</b>	<b>8,7</b>	<b>5,0</b>	<b>7,8</b>	<b>8,2</b>	<b>8,9</b>	<b>9,3</b>	<b>7,6</b>	<b>7,5</b>	<b>9,3</b>	<b>7,9</b>	<b>6,9</b>	<b>8,4</b>	nd
<b>Salariés du secteur privé dans diverses activités associées au sport au 31 décembre 2015</b>																			
<b>Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2015 (1)</b>	<b>16 298</b>	<b>4 325</b>	<b>6 590</b>	<b>4 507</b>	<b>783</b>	<b>7 137</b>	<b>8 394</b>	<b>29 740</b>	<b>5 934</b>	<b>11 308</b>	<b>9 985</b>	<b>7 193</b>	<b>9 909</b>	<b>122 103</b>	<b>354</b>	<b>511</b>	<b>165</b>	<b>1 153</b>	nd
dont gestion d'installations sportives	2 666	503	1 060	519	90	983	1 718	5 186	997	1 772	1 068	1 017	1 471	19 050	71	112	7	86	nd
dont activités de clubs de sport	10 248	2 916	4 477	3 374	587	3 616	5 586	18 903	4 284	7 597	7 212	5 436	6 219	80 455	189	266	135	822	nd
dont activités des centres de culture physique	765	218	242	149	37	313	445	1 563	309	558	621	266	658	6 144	0	22	20	53	nd
dont autres activités liées au sport	1 682	453	319	187	30	658	268	2 472	150	399	439	233	690	7 980	69	79	3	135	nd
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (2)	937	235	492	278	39	1 567	377	1 616	194	982	645	241	871	8 474	25	32	0	57	nd
<b>Nombre de salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2015 (3)</b>	<b>18 792</b>	<b>2 343</b>	<b>3 478</b>	<b>1 928</b>	<b>456</b>	<b>4 043</b>	<b>5 218</b>	<b>7 665</b>	<b>2 216</b>	<b>6 901</b>	<b>6 799</b>	<b>6 656</b>	<b>7 862</b>	<b>74 357</b>	<b>234</b>	<b>252</b>	<b>42</b>	<b>554</b>	nd
dont construction bateaux de plaisance	12	56	614	41	0	8	67	10	106	1 992	317	3 726	79	7 028	3	0	0	1	nd
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	360	245	10	303	0	459	31	13	34	21	21	345	3	1 845	0	0	0	4	nd
dont fabrication d'articles de sports	2 026	282	244	345	7	351	403	133	191	228	97	122	253	4 682	0	0	0	13	nd
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	9 335	1 490	2 496	1 228	353	2 983	4 680	7 052	1 849	4 271	4 368	2 397	5 812	48 314	204	203	36	525	nd
Téléphériques et remontées mécaniques	6 560	117	0	0	1	105	0	0	0	198	1 610	0	1 387	9 978	0	0	0	0	nd

(1) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

(2) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

(3) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z)

Sources : INSEE-CLAP (associations employeuses) ; base de données Séquoia de l'ACOSS et des URSSAF

<b>AAH</b>	Allocation aux adultes handicapés	<b>ESCAPAD</b>	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense
<b>ACOSS</b>	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	<b>FAJ</b>	Fonds d'Aide aux Jeunes
<b>ADF</b>	Assemblée des départements de France	<b>FINESS</b>	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
<b>AED</b>	Action éducative à domicile	<b>FiLoSoFi</b>	Fichier localisé social et fiscal
<b>AEMO</b>	Action éducative en milieu ouvert	<b>FJT</b>	Foyers de jeunes travailleurs
<b>APA</b>	Allocation personnalisée d'autonomie	<b>FTM</b>	Foyers de Travailleurs Migrants
<b>ASE</b>	Aide sociale à l'enfance	<b>GIP</b>	Groupement d'intérêt public
<b>ASPA</b>	Allocation de solidarité aux personnes âgées	<b>INSEE</b>	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
<b>ASS</b>	Allocation de solidarité spécifique	<b>INJEP</b>	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
<b>ASV</b>	Allocation supplémentaire vieillesse	<b>IRCEM</b>	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
<b>CADA</b>	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	<b>ISD</b>	Indicateurs sociaux départementaux
<b>CAE</b>	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	<b>IVG</b>	Interruption volontaire de grossesse
<b>CCMSA</b>	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	<b>JDC</b>	Journée défense et citoyenneté
<b>CGET</b>	Commissariat général à l'égalité des territoires	<b>MEOS</b>	Mission des études, de l'observation et des statistiques
<b>CHRS</b>	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	<b>MEN</b>	Ministère de l'éducation nationale
<b>CIE</b>	Contrat Initiative Emploi	<b>MENESR</b>	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
<b>CLAP</b>	Connaissance locale de l'appareil productif	<b>MSJEPVA</b>	Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
<b>CMUC</b>	Couverture maladie universelle complémentaire	<b>MVJS</b>	Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
<b>CNAF</b>	Caisse Nationale d'Allocations Familiales	<b>MSA</b>	Mutualité sociale agricole
<b>CNAMTS</b>	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés	<b>ODAS</b>	Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée
<b>CNAV</b>	Caisse nationale d'assurance vieillesse	<b>OFDT</b>	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
<b>CNSA</b>	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	<b>OFPRA</b>	Office français de protection des réfugiés et apatrides
<b>CUI</b>	Contrat Unique d'Insertion	<b>PAIO</b>	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
<b>DALO</b>	Droit Au Logement Opposable	<b>PCH</b>	Prestation de Compensation du Handicap
<b>DARES</b>	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	<b>RSA</b>	Revenu de solidarité active
<b>DEPP</b>	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance	<b>SAE</b>	Statistique Annuelle des Établissements
<b>DGCS</b>	Direction générale de la cohésion sociale	<b>SIAM</b>	Système d'information des accueils de mineurs
<b>DJEPVA</b>	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative	<b>VAE</b>	Validation des Acquis de l'Expérience
<b>DREES</b>	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques	<b>ZUS</b>	Zone urbaine sensible
<b>DR(D)JSCS</b>	Direction régionale (et départementale) de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale		
<b>ERASME</b>	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico Économique		

**DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes**

Mission Communication, Observation, Études, Statistiques  
Cité administrative  
245, rue Garibaldi  
69422 LYON CEDEX 03  
[www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr](http://www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr)

**DRDJSCS de Bourgogne-Franche-Comté**

Centre de Ressources  
Observation/Enquêtes/Statistiques  
10, bd. Carnot  
BP 13430  
21034 DIJON Cedex  
[www.bourgogne.drjscs.gouv.fr](http://www.bourgogne.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Bretagne**

Mission Observation/Appui/Expertise  
4, avenue du Bois L'Abbé  
CS 94323  
35043 RENNES Cedex  
[www.bretagne.drjscs.gouv.fr](http://www.bretagne.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS du Centre**

Service Observation Études  
122, rue du faubourg Bannier  
CS 74204  
45042 ORLÉANS Cedex 1  
[www.centre.drjscs.gouv.fr](http://www.centre.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Corse**

Mission Pilotage, Expertise, Appui,  
Service Observation Statistique  
Immeuble Castellani  
quartier St Joseph  
CS 13001  
20700 AJACCIO Cedex 09  
[www.corse.drjscs.gouv.fr](http://www.corse.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS Grand Est**

Mission Observation, Audit, Évaluation, Ingénierie  
Cité Administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016  
67084 STRASBOURG Cedex  
[www.alsace.drjscs.gouv.fr](http://www.alsace.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Guadeloupe**

Mission Observation Sociale et Statistiques  
323, bd du Général de Gaulle  
97100 Basse-Terre  
[www.guadeloupe.drjscs.gouv.fr](http://www.guadeloupe.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Guyane**

Service Observation, Cohésion Sociale et Égalité des Droits (OCSED)  
2100 route de Cabassou  
Lieu-dit « La verdure »  
CS 35001  
97305 Cayenne Cedex  
[www.guyane.drjscs.gouv.fr](http://www.guyane.drjscs.gouv.fr)

**DRDJSCS des Hauts-de-France**

Pôle Appui aux politiques  
20 Square Friant. Les 4 chênes  
80039 AMIENS Cedex 01  
[www.nord-pas-de-calais.drjscs.gouv.fr](http://www.nord-pas-de-calais.drjscs.gouv.fr)

**DRIHL d'Ile-de-France**

Service des observatoires, études et évaluations  
À l'attention de Catherine Wintgens  
5, rue Leblanc  
75911 PARIS Cedex 15  
[www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)

**DRJSCS Ile-de-France**

Mission d'Observation, d'Expertise et d'Appui  
6/8, rue Eugène Oudiné  
CS 81360  
75634 – PARIS Cedex 13  
[www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr](http://www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de La Réunion**

14, allée des Saphirs  
97487 Saint-Denis Cedex  
[www.reunion.drjscs.gouv.fr](http://www.reunion.drjscs.gouv.fr)  
DJSCS de Martinique  
Mission transversale d'appui, Observation-Études-Statistiques  
14, rue André-Aliker  
BP 669  
97264 Fort-de-France Cedex [www.martinique.drjscs.gouv.fr](http://www.martinique.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Mayotte**

13, rue Mariazé  
BP 94  
97600 Mamoudzou  
<http://www.mayotte.drjscs.gouv.fr>

**DRDJSCS de Normandie**

Mission de Veille, d'Expertise et d'Appui  
55, rue Amiral Cécille  
BP 1358  
76179 Rouen Cedex  
[www.haute-normandie.drjscs.gouv.fr](http://www.haute-normandie.drjscs.gouv.fr)

**DRDJSCS de Nouvelle Aquitaine**

Mission Études, Statistiques et Observation  
7, bd. Jacques Chaban-Delmas  
33525 BRUGES Cedex  
[www.aquitaine.drjscs.gouv.fr](http://www.aquitaine.drjscs.gouv.fr)

**DRDJSCS d'Occitanie**

Cellule Observation/Veille/Études  
3, av. Charles Flahault  
34094 MONTPELLIER Cedex 5  
[www.languedoc-roussillon.drjscs.gouv.fr](http://www.languedoc-roussillon.drjscs.gouv.fr)

**DRDJSCS des Pays de la Loire**

Mission d'appui transversal et territorial  
9, rue René Viviani  
CS 46205  
44262 NANTES CEDEX 02  
[www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr](http://www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr)

**DRDJSCS Provence Alpes Côte d'Azur**

Pôle Observation, Contrôle, Évaluation, Ingénierie  
66 A, rue Saint-Sébastien  
CS 50240  
13292 Marseille Cedex 06  
[www.paca.drjscs.gouv.fr](http://www.paca.drjscs.gouv.fr)



